



# Comptes consolidés du Groupe Caisse des Dépôts au 30.06.2021

examinés et arrêtés par le directeur général  
de la Caisse des Dépôts en date du 14/09/2021

1. Etats financiers consolidés	4
2. Notes annexes aux états financiers consolidés	24

# Sommaire

<b>1. Etats financiers consolidés</b>	<b>4</b>
1.1 Faits marquants Groupe Caisse des Dépôts	4
1.2 Evènements postérieurs à la clôture	11
1.3 Compte de résultat consolidé au 30 juin 2021	12
1.4 Etat du résultat net et des variations d'actifs et de passifs comptabilisées nettes d'impôts directement en capitaux propres	13
1.5 Bilan consolidé au 30 juin 2021	14
1.6 Tableau de passage des capitaux propres du 1er janvier 2020 au 30 juin 2021	16
1.7 Tableau des flux de trésorerie	18
1.8 Composition de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	19
1.9 Information sectorielle 2021	20
1.9.1 Eléments du compte de résultat	20
1.9.2 Eléments du bilan	21
1.9.3 Eléments détaillés du bilan	22
<b>2. Notes annexes aux états financiers consolidés</b>	<b>24</b>
2.1 Principes et méthodes comptables applicables dans le groupe	24
2.2 Moratoires, prêts garantis par l'Etat et prêts participatifs de relance	28
2.3 Notes relatives au compte de résultat consolidé	32
2.3.1 Produits et charges d'intérêts	32
2.3.2 Produits et charges de commissions	33
2.3.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	34
2.3.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	35
2.3.5 Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	35
2.3.6 Produits et charges des autres activités	35
2.3.7 Charges générales d'exploitation	36
2.3.8 Coût du risque de crédit	36
2.3.9 Gains ou pertes nets sur autres actifs	36
2.3.10 Impôt sur les bénéfices	37
2.4 Notes relatives au bilan consolidé	38
2.4.1 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat	38
2.4.2 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	39
2.4.3 Titres au coût amorti	41
2.4.4 Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	42
2.4.5 Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	43
2.4.6 Comptes de régularisation, actifs et passifs divers	45
2.4.7 Actifs et passifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	47
2.4.8 Participations dans les entreprises mise en équivalence	48
2.4.9 Immobilisations	49
2.4.10 Ecarts d'acquisition	51
2.4.11 Dettes représentées par un titre	52

2.4.12	Dettes envers les établissements de crédit .....	52
2.4.13	Dettes envers la clientèle.....	52
2.4.14	Provisions .....	53
2.4.15	Participations ne donnant pas le contrôle .....	54
<b>2.5</b>	<b>Activités d'assurance .....</b>	<b>55</b>
2.5.1	Placements des activités d'assurance .....	55
2.5.2	Provisions techniques des entreprises d'assurance et comptabilité reflet .....	57
2.5.3	Compte de résultat d'assurance .....	58
2.5.4	Impact de l'application de l'approche par superposition pour les entités d'assurance du Groupe La Banque Postale .....	59
<b>2.6</b>	<b>Engagements donnés et reçus .....</b>	<b>60</b>
2.6.1	Engagements donnés et reçus .....	60
2.6.2	L'exposition au risque de crédit sur les engagements de financement et de garantie donnés ....	61
<b>2.7</b>	<b>Juste valeur des instruments financiers .....</b>	<b>62</b>
2.7.1	Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti.....	62
2.7.2	Information sur les instruments financiers évalués à la juste valeur .....	63
2.7.3	Variation du solde des instruments financiers valorisés à la juste valeur selon une technique utilisant des données non observables (Niveau 3) .....	66
<b>2.8</b>	<b>Réforme des taux d'intérêt de référence .....</b>	<b>67</b>
<b>2.9</b>	<b>Facteurs de risques .....</b>	<b>68</b>
2.9.1	Risque de crédit.....	68
<b>2.10</b>	<b>Transactions avec les parties liées .....</b>	<b>86</b>
<b>2.11</b>	<b>Informations relatives aux titres mis en équivalence.....</b>	<b>87</b>
2.11.1	Coentreprises significatives .....	87
<b>2.12</b>	<b>Périmètre de consolidation du groupe Caisse des Dépôts .....</b>	<b>88</b>

# 1. Etats financiers consolidés

## 1.1 Faits marquants Groupe Caisse des Dépôts

### 1.1.1 Caisse des Dépôts - Section Générale

#### 1.1.1.1 Crise sanitaire et plan de relance

L'année 2020 aura été marquée par une crise sanitaire sans précédent, impactant des pans entiers de l'économie mondiale. Avec une contraction de plus de 8,3 % de son PIB, la France, comme ses voisins européens, a dû déployer des mesures de soutien d'urgence. Pour le tourisme et la culture bien sûr, mais aussi pour nos PME et TPE, les commerçants et l'industrie. Sur tous les fronts face à la crise, le groupe Caisse des Dépôts s'est mobilisé pour soutenir ces secteurs les plus touchés et porter un plan massif de relance aux côtés de l'État, intégrant pleinement la transition écologique tout en assurant la continuité de nos activités et services pour les français.

Face à la crise, le groupe Caisse des Dépôts renouvelle son ambition d'agir sur tous les territoires au service du développement durable et de la cohésion des territoires, et s'engage massivement pour la relance. Il souhaite répondre aux urgences du pays en accélérant et en concentrant ses investissements en fonds propres sur ses domaines d'expertise afin d'en maximiser les impacts. D'ici à 2024, il articulera ses interventions autour de quatre axes prioritaires : la transition écologique, le développement économique, la cohésion territoriale et le logement, la cohésion sociale.

#### 1.1.1.2 Partenariat BEI – Caisse des Dépôts : 1 milliard d'euros pour les collectivités locales et leur transition écologique

La Banque européenne d'investissement met en place une nouvelle ligne de financement de 1 milliard d'euros avec la Caisse des Dépôts (\*). Grâce à ce financement qui est le troisième du genre, la Caisse des Dépôts, via la Direction des prêts de la Banque des Territoires, peut continuer à accorder des prêts à taux fixes au secteur public en complément de son offre traditionnelle. Cette action confirme la force du partenariat mis en place en juin 2013 entre la Caisse des Dépôts et la Banque européenne d'investissement afin de relancer les projets d'investissement durables au cœur des territoires.

Ce dispositif rend les financements européens très accessibles aux projets de moins de 25 millions d'euros portés par les collectivités. Il est mis en œuvre dans la continuité de deux précédentes enveloppes signées en 2015 et 2019, qui ont permis la distribution de 1,8 milliards d'euros de financements au secteur public français. Cette nouvelle ligne s'accompagne d'un engagement renforcé en faveur de l'action climatique, puisqu'au moins la moitié de son montant sera consacrée à des projets contribuant à lutter contre les effets du réchauffement climatique ou à en atténuer les effets.

La ressource de la Banque européenne d'investissement permettra ainsi d'améliorer l'accès au financement à long terme à des investissements de petite taille, notamment pour l'efficacité énergétique des bâtiments, les réseaux d'eau et d'assainissement, les mobilités douces et les transports publics propres.

Cette enveloppe de prêts vient renforcer la palette d'offres de la Banque des Territoires au secteur public et son offre indexée à la ressource du livret A, au bénéfice de territoires plus durables. Ce partenariat financier concrétise la complémentarité de la Banque des Territoires et de la BEI dans le soutien à l'investissement durable territorial.

(\*) Le dispositif est signé en deux fois : une première tranche de 500 millions d'euros a été signée en fin d'année 2020 et une deuxième tranche sera signée au cours de l'année 2021.

### **1.1.1.3 La Banque Des Territoires met 300 millions d'euros de quasi-fonds propres supplémentaires à la disposition des organismes de logement social**

Dans le cadre du soutien à la capitalisation du secteur du logement social et à la relance de la production de logements sociaux, la Banque des Territoires a lancé sa deuxième campagne de souscription de titres participatifs auprès des organismes (SEM immobilières, ESH, Coop et OPH). Cette opération de 300 M€ vient s'ajouter aux 700 M€ déjà mis à la disposition des organismes en 2020.

### **1.1.1.4 La Caisse des Dépôts lance sa nouvelle Obligation Durable, la 4ème depuis 2017**

L'établissement public Caisse des Dépôts a lancé le 25 mai 2021 avec succès une nouvelle Obligation Durable d'un montant de 500 millions d'euros et d'une maturité de 5 ans. Pour la CDC, il s'agit de la 4ème obligation ESG émise depuis 2017 et dont le livre d'ordre a réuni de nombreux investisseurs : 72 au total.

Ce nouvel emprunt de référence a été émis à un spread de +13 points de base au-dessus des emprunts d'Etat français interpolés. Les chefs de file de cette opération sont BNP Paribas, Deutsche Bank, La Banque Postale et Société Générale CIB.

Cette transaction représente la quatrième émission ESG de la Caisse des Dépôts, après une obligation verte inaugurale en 2017, une obligation durable inaugurale en 2019 et une obligation durable en 2020. Cette nouvelle obligation durable permet à la Caisse des Dépôts de renforcer sa présence sur les marchés de capitaux et sa signature ESG au cœur de la stratégie globale du Groupe. En tant qu'investisseur de long terme, la Caisse des Dépôts est acteur de la transformation de notre pays. Elle mobilise ses ressources et son expertise dans le cadre de son plan de relance pour un développement vert et solidaire qui bénéficie à tous les territoires.

L'émission durable s'inscrit ainsi en cohérence avec les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies en contribuant à une transition juste vers la neutralité carbone, au développement du capital humain et à la lutte contre les inégalités sociétales. Les fonds levés grâce à cette opération permettront de financer des projets verts (à 59%) et sociaux (41%), dans des secteurs fondamentaux :

- infrastructures de production et de stockage d'énergie verte et de chaleur ;
- immobilier vert ;
- transport et mobilité durable ;
- accès au numérique ;
- économie sociale et solidaire ;
- accompagnement du vieillissement de la population.

En cohérence avec les engagements de transparence et d'exemplarité qu'elle s'est fixée dans son Document Cadre Obligations Vertes Sociales et Durables, la Caisse des Dépôts a choisi d'apporter un degré de lisibilité supplémentaire en fournissant aux investisseurs la liste exhaustive et nominative des projets éligibles en amont de l'exécution de l'opération obligataire.

L'établissement public publiera annuellement trois rapports :

- un avis d'assurance de bonne allocation des flux ;
- un certificat de conformité des projets aux critères d'éligibilité ;
- les indicateurs de performance et d'impact environnementaux et sociaux relatifs aux projets.

### **1.1.1.5 Augmentation de capital de la Compagnie des Alpes**

La Compagnie des Alpes a réalisé au premier semestre 2021 une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription d'un montant d'environ 231 millions d'euros.

La Compagnie des Alpes souhaite amorcer une nouvelle phase de son développement et anticiper le rebond d'activité prévu dès la fin de la crise sanitaire.

L'augmentation de capital a pour objectif de renforcer les fonds propres du Groupe, tout en soutenant le financement du plan d'affaires incluant des projets d'attractivité en soutien de la dynamique de l'activité des sites, en accélérant la transition écologique en permettant le déploiement de l'ambition « Triple Zéro » du Groupe en matière environnementale (c'est-à-dire un triple objectif à horizon 2030 : la neutralité en matière d'émission carbone, le « zéro déchet non valorisé », enfin, un impact positif sur la biodiversité) et en accompagnant le déploiement des territoires. Ces financements concernent l'enveloppe d'investissements de 140 millions d'euros pour l'exercice 2020/2021 et l'enveloppe de 200 millions d'euros par an en moyenne à compter de l'exercice 2021/2022. En outre, la Société pourrait financer de nouveaux projets de développement à l'étude à fort potentiel de création de valeur et envisager de potentielles opportunités de croissance externe.

Après cette opération, la Caisse des Dépôts reste l'actionnaire de référence de la Compagnie des Alpes avec la détention de 40% du capital.

## 1.1.2 Groupe La Poste

### 1.1.2.1 Emissions obligataires

Le Groupe La Poste a procédé au cours du premier semestre 2021 à plusieurs émissions obligataires détaillées ci-après. Ces émissions répondent aux critères de classification en instruments de dettes prévus par la norme IFRS 9.

#### Emissions obligataires La Poste

La Poste a procédé le 11 janvier 2021 à deux émissions obligataires pour un montant total de 1 750 millions d'euros :

- une émission d'un montant de 1 000 millions d'euros à échéance janvier 2036 au taux de 0,625%,
- une émission d'un montant de 750 millions d'euros à échéance juillet 2029 au taux de 0 %.

#### Emissions obligataires La Banque Postale

La Banque Postale a émis une dette obligataire subordonnée « Tier 2 » pour un montant de 750 millions d'euros (500 millions d'euros le 2 février 2021 puis 250 millions d'euros le 27 avril 2021), avec une maturité août 2032 et un taux fixe de 0,75 %.

La Banque Postale a émis le 23 juin 2021 sa première obligation « sociale », sous format d'une dette senior non préférée d'un montant de 750 millions d'euros, de maturité 10 ans et assortie d'un coupon de 0,75% (mid- swap +70 bps). Cette émission permet à la Banque Postale de réaffirmer son engagement d'être un émetteur récurrent sur le segment des obligations durables.

Par ailleurs, La Banque Postale a activé le 23 avril 2021 son option de remboursement anticipé sur une dette obligataire de 750 millions d'euros émise en 2014 avec un taux de 2,75%.

#### Emission obligataire CNP

CNP Assurances a émis le 7 avril 2021 une dette subordonnée Restricted Tier 1 pour 700 millions de dollars. Il s'agit d'obligations à durée indéterminée portant intérêt à taux fixe de 4,875 % jusqu'au 7 avril 2031. Les obligations ont fait l'objet d'un swap en euros pour une période de 10 ans, ce qui a permis à CNP Assurances d'obtenir un taux effectif de 2,852 %.

### **1.1.2.2 Rachat d'intérêts minoritaires dans eShopworld (société « US Direct eCommerce Holding Ltd »)**

La société Asendia, contrôlée par le Groupe La Poste à hauteur de 60%, a procédé en mars 2021 au rachat des intérêts minoritaires dans eShopworld (dénomination juridique : US Direct eCommerce Holding Ltd), société de droit irlandais dont elle détenait 50,1% et qu'elle contrôlait déjà. Après l'opération, le Groupe La Poste et sa filiale Asendia détiennent ainsi désormais des pourcentages d'intérêt respectifs de 60% et 100% dans eShopworld.

eShopworld étant déjà sous le contrôle du Groupe La Poste avant l'opération, aucun goodwill complémentaire n'est constaté dans les comptes. Le prix d'acquisition ainsi que les frais d'acquisition ont ainsi été comptabilisés en diminution des capitaux propres de l'ensemble consolidé à hauteur de 694 millions d'euros dont 275 millions d'euros en diminution de la part du groupe et 419 millions d'euros en diminution de la part des intérêts minoritaires.

Par ailleurs, dans le cadre du financement de l'opération, un prêt perpétuel a été accordé à Asendia par son actionnaire minoritaire Swiss Post à hauteur de 198 millions d'euros. Ce prêt perpétuel a été classé dans les intérêts minoritaires des capitaux propres de l'ensemble consolidé conformément à la norme IFRS 9, les caractéristiques de ce prêt répondant pleinement aux critères de qualification d'un instrument de capitaux propres.

### **1.1.2.3 Acquisition d'activités d'assurance vie d'Aviva en Italie**

CNP Assurances a conclu le 3 mars 2021 un protocole d'accord engageant, prévoyant l'acquisition d'activités d'assurance vie italiennes d'Aviva. Le prix d'acquisition s'élève à 543 millions d'euros. Le périmètre de la transaction comprend les activités d'assurance vie suivantes du groupe Aviva en Italie :

- 51% de la société d'assurance vie Aviva S.p.A codétenue à 49% par UniCredit ;
- 100% d'Aviva Life S.p.A, société d'assurance vie, ainsi que la société de services opérationnels Aviva Italia Servizi S.c.a.r.l sur laquelle s'appuient les deux sociétés d'assurances.

La réalisation de la transaction reste soumise à différentes conditions suspensives, dont notamment l'obtention des autorisations des autorités réglementaires compétentes en matière prudentielle et de concurrence. L'accord se concrétise dans les comptes au 30 juin et jusqu'au closing de l'opération par un engagement donné en hors bilan pour le montant du prix d'acquisition.

### **1.1.2.4 Accord de partenariat au Brésil avec Caixa Seguridade sur le segment consórcio**

CNP Assurances a finalisé le 30 mars 2021 son nouvel accord de distribution exclusif d'une durée de vingt ans dans le réseau de Caixa Econômica Federal (CEF), portant sur le produit consórcio.

Les opérations de closing prévues par le protocole d'accord signé le 13 août 2020 avec Caixa Econômica Federal et Caixa Seguridade ont été finalisées, notamment le paiement d'un montant de 250 millions de réaux brésiliens au bénéfice de Caixa Econômica Federal.

Une nouvelle société commune, XS5 Administradora de consorcios S.A., a été créée et est intégrée par mise en équivalence. Les droits de vote sont répartis à hauteur de 50,01 % pour CNP Assurances et de 49,99 % pour Caixa Seguridade, et les droits économiques à hauteur de 25 % pour CNP Assurances et de 75 % pour Caixa Seguridade.

### 1.1.2.5 Incidences de la crise sanitaire du Covid 19 pour le Groupe La Poste

La crise sanitaire a perduré sur le premier semestre 2021, au-delà du troisième confinement d'avril mai. En effet, certaines activités peinent durablement à redémarrer, payant encore un lourd tribut à la crise sanitaire. Parmi les activités « traditionnelles », c'est notamment le cas du Courrier avec un impact structurel Covid 19 estimé à environ 2 points de trafic, mais également des imprimés publicitaires, de l'édition et du chèque au sein de la branche Numérique.

La Banque Postale souffre d'un effet « stock d'ouverture » plus bas qu'à l'habitude sur les crédits immobiliers et d'un effet flux sur les commissions lié au confinement partiel.

Des transformations structurelles s'opèrent sur le marché qui impactent durablement les ESN numériques (mutation de l'emploi, moindre visibilité sur les projets) ou encore les petits paquets imports dont les flux s'étiolent.

L'accélération forte du B2C se poursuit avec une progression constante des activités colis/express (secteur GeoPost pour l'essentiel) depuis le démarrage de la crise, induite par le recours toujours plus régulier aux achats en ligne, matérialisant un véritable changement des usages.

#### ▪ **Revue des indices de perte de valeur**

Les UGT qui présentaient une marge faible en 2020 ou qui ont fait l'objet d'une dépréciation, ont à nouveau été testées au 30 juin 2021.

A l'issue de ces tests aucune dépréciation significative complémentaire d'écart d'acquisition n'a été comptabilisée.

Concernant l'UGT Courrier de La Poste SA, les perspectives restent défavorables conduisant ainsi à maintenir la dépréciation de la totalité des actifs de cette UGT.

Par rapport au rythme normal des amortissements des différents actifs tel qu'il aurait été maintenu en l'absence de dépréciation, le montant total de la dépréciation enregistrée à fin juin 2021 au titre de cette UGT s'élève à 875 millions d'euros (contre 900 millions d'euros à fin décembre 2020) et se décompose ainsi :

Immobilisations incorporelles : 190 millions d'euros,

Immobilisations corporelles : 260 millions d'euros,

Droits d'utilisation : 425 millions d'euros.

#### ▪ **Examen de la recouvrabilité des impôts différés actifs**

En raison des perspectives de l'activité Courrier évoquée ci-dessus, les prévisions de résultat fiscal de La Poste SA et du groupe d'intégration fiscale auquel la société appartient restent négatives. En conséquence les impôts différés actifs nets de ce groupe d'intégration fiscale restent intégralement dépréciés comme à fin décembre 2020.

Un réexamen des perspectives de résultat du groupe d'intégration fiscale sera réalisé en fin d'année. Dans l'hypothèse d'une amélioration, la position comptable sur les impôts différés pourra être revue en fonction de plusieurs éléments dont :

- l'horizon des perspectives bénéficiaires pouvant être raisonnablement pris en compte,
- la prévision d'utilisation des déficits reportables en tenant compte de la règle limitant l'imputation des déficits à hauteur de la moitié du résultat bénéficiaire,
- l'échéancier de retournement des différences temporaires.

### ▪ Impacts sur l'évaluation du risque de crédit

La Banque Postale considère que le dispositif général de surveillance du risque et de provisionnement associé permet d'appréhender de manière fine le niveau de risque du portefeuille crédit, tout en répondant aux attentes du Superviseur européen. Ainsi, l'ensemble des principes d'évaluation du risque de crédit détaillés en 2020 sont toujours appliqués par La Banque Postale dans le contexte incertain de la crise. La classification et le provisionnement des expositions de La Banque Postale continuent au 30 juin 2021 de reposer sur :

- des mécanismes automatiques d'identification des Dégradations Significatives de Risques éventuelles et de classification ou de proposition de classification dans les « buckets » de la norme IFRS9,
- des mesures de contrôle et de validation faisant intervenir les équipes de la direction des risques de La Banque Postale, et d'éventuelles décisions d'ajustements individuels ou collectifs, prises dans le cadre du dispositif de surveillance des expositions (processus Watch List, mesures sectorielles etc.).

Au 30 juin 2021, il est possible de présenter les impacts de la pandémie (et ses conséquences macro-économiques) sur l'évaluation du risque de crédit pour La Banque Postale selon deux grandes catégories :

- des impacts généraux pour l'ensemble du portefeuille, Personnes Physiques comme Personnes Morales, liés à la calibration ou re-calibration de l'ensemble des modèles et scénarios sous-jacents au calcul des provisions statistiques de la banque,
- des impacts spécifiques à certains segments de clientèle, liés à des mesures de gestion prises par la direction des risques, après réalisation d'une revue de l'ensemble de son portefeuille menée en 2020 et mise à jour au 1<sup>er</sup> semestre 2021.

Sur le premier semestre 2021, La Banque Postale n'a pas ré-ajusté ses modèles et scénarios de calcul des provisions depuis la dernière revue générale effectuée en novembre 2020. Il est considéré qu'à ce stade les modèles en vigueur et ces scénarios comme capturant convenablement le niveau de risque systémique induit par la pandémie et demeurent appropriés au regard des projections effectuées par les grands organismes de prévision, et dans le contexte actuel d'incertitude sur une possible reprise épidémique (« 4<sup>ème</sup> vague »).

#### **Personnes morales :**

Pour son arrêté semestriel, La Banque Postale a mis en œuvre une approche de provisionnement visant à éviter une procyclicité excessive et à s'assurer que le risque de crédit est reflété de manière adéquate, fondée sur les observations réalisées sur le portefeuille et l'expertise de la direction des risques Groupe.

Ainsi, au 30 juin 2021, le coût du risque de crédit au titre de l'activité de Financement et d'Investissement Personnes Morales demeure, comme mentionné précédemment la résultante :

- du processus de surveillance des expositions de la banque,
- des prises de décisions spécifiques de provisionnement dans les comités dédiés aux dossiers en souffrance et sous surveillance (dossiers Watchlist et/ou dégradés classés en Bucket 2 et dossiers en défaut en Bucket 3 IFRS9) ;
- de l'application de dispositions de provisionnement collectif (sectoriel ou autre).

Sur ce dernier volet, au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre 2021, La Banque Postale a fait le choix, après observation des effets de la crise, de conserver ou amplifier les mesures de provisionnement collectif mises en œuvre en fin d'année 2020 et même d'élargir cette approche à un secteur additionnel. En synthèse, au 30 juin 2021, les secteurs soumis à une mesure sectorielle sont donc :

- le secteur du Tourisme, de l'hôtellerie et des Loisirs
- le Transport privé de passagers aérien et terrestre,
- le secteur de l'énergie photovoltaïque en France pour cause de révision des conditions tarifaires,
- certains segments de la Distribution,

- l'automobile,
- le secteur de l'immobilier commercial (secteur ajouté au 30 juin 2021).

Les expositions concernées font l'objet d'un déclassement en « Bucket 2 » IFRS9 puisque La Banque Postale estime qu'elles ont subi une dégradation du risque depuis leur entrée en portefeuille.

Ainsi, au 30 juin 2021, il est considéré que la crise impacte le coût du risque de crédit au titre de l'activité de Financement et d'Investissement Personnes Morales à hauteur de 36 millions d'euros, et ce montant est intégralement dû à des mouvements de dotations ou reprises de provisions collectives (+33 millions d'euros sur le secteur de l'immobilier commercial, +25 millions d'euros sur le photovoltaïque, -22 millions d'euros de reprises sur d'autres provisions sectorielles).

### **Personnes physiques :**

Sur le premier semestre 2021, il n'a pas été pris de mesure particulière sur la clientèle des particuliers de La Banque Postale. Les effets de la crise ont eu jusqu'à présent un impact limité sur les expositions de crédit aux Personnes Physiques de La Banque Postale. Néanmoins, cette crise pourrait dans les prochains mois avoir un impact significatif sur le profil de risque de crédit de son portefeuille Personnes Physiques, et La Banque Postale demeure prudente, en maintenant les mesures d'ajustement exceptionnel mises en place sur certains paramètres (perte en cas de défaut des crédits immobiliers garantis par une hypothèque).

Au 30 juin 2021, le profil des expositions de crédit aux Personnes Physiques ne présente pas d'évolution notable. Les effets de la crise n'ayant pas encore d'impact significatif sur la structure des expositions de La Banque Postale.

Dans ce cadre, l'évolution du coût du risque sur le premier semestre 2021 est très faible, à 20 millions d'euros (hors monétique) principalement lié à l'activité de crédit à la consommation (18 millions d'euros), où il reste également à un niveau très modéré (67 bp). A noter toutefois que le reclassement des expositions sous moratoires en Bucket 1 contribue à expliquer ce faible niveau de coût du risque (-8 millions d'euros).

---

## 1.2 Evènements postérieurs à la clôture

---

### 1.2.1 Groupe La Poste

L'Etat a décidé fin juillet 2021 d'accompagner la mutation du service universel postal et de garantir sa pérennité en apportant son soutien financier au travers du versement d'une dotation annuelle comprise entre 500 et 520 millions d'euros à partir de 2022. Ce projet devrait être intégré dans une loi de finances soumis au vote du Parlement au cours du second semestre 2021.

### 1.2.2 Société du parc du Futuroscope

La Compagnie des Alpes (CDA) et la Caisse des Dépôts (CDC) ont signé le 6 juillet 2021 un traité d'apport relatif au projet d'apport à la CDA de 371 402 actions ordinaires de la Société du Parc du Futuroscope (SPF) actuellement détenues par la CDC, soit 24 %. La valeur de référence, retenue entre les parties, pour ces actions SPF apportées est de 20 millions d'euros. Cet apport permettra à la CDA d'augmenter sa participation à hauteur de 80 % du capital dans un des sites emblématiques du groupe, contre 56 % actuellement. Dans ce contexte, la CDC doit obtenir auprès de l'AMF une décision de dérogation. L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la CDA, convoquée pour le 16 septembre prochain, se prononcera sur les termes de la réalisation de l'augmentation de capital corrélative.

### 1.2.3 Le groupe Caisse des Dépôts augmente sa participation au sein de GRTgaz

La Caisse des Dépôts et CNP Assurances ont annoncé le 30 juillet 2021 la signature d'un accord engageant avec Engie pour l'acquisition d'une participation complémentaire de 11,5% au capital de GRTgaz. Au terme de cette opération, le groupe Caisse des Dépôts détiendra 39% de GRTgaz.

Il n'y a pas d'autre évènement significatif postérieur à la clôture de l'exercice susceptible de remettre en cause de façon significative les comptes et les résultats du Groupe Caisse des Dépôts au 30 juin 2021.

## 1.3 Compte de résultat consolidé au 30 juin 2021

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30.06.2021	30.06.2020	31.12.2020
Intérêts et produits assimilés *	2.3.1	3 878	1 695	4 759
Intérêts et charges assimilées*	2.3.1	(2 077)	(634)	(1 495)
Commissions (produits)	2.3.2	1 070	678	1 787
Commissions (charges)	2.3.2	(1 672)	(1 134)	(3 018)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers évalués à la juste valeur par résultat	2.3.3	9 200	(3 789)	4 432
Gains ou pertes nets sur instruments financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres	2.3.4	164	288	216
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	2.3.5	21	16	18
Produits des autres activités	2.3.6	36 165	19 869	54 346
Charges des autres activités	2.3.6	(24 577)	(3 476)	(25 852)
Impact de l'approche par superposition (effet brut)	2.5.4	(707)	254	(692)
<b>Produit net bancaire</b>		<b>21 465</b>	<b>13 767</b>	<b>34 501</b>
Charges générales d'exploitation	2.3.7	(17 811)	(12 512)	(30 114)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	2.4.9	(1 610)	(1 994)	(3 740)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>2 044</b>	<b>(739)</b>	<b>647</b>
Coût du risque de crédit	2.3.8	(110)	(389)	(986)
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>1 934</b>	<b>(1 128)</b>	<b>(339)</b>
Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence	2.4.8	636	916	1 747
Gains ou pertes nets sur autres actifs	2.3.9	65	178	186
Variations de valeur des écarts d'acquisition	2.4.10	(1)	(3)	(111)
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>2 634</b>	<b>(37)</b>	<b>1 483</b>
Impôts sur les bénéfices	2.3.10	(498)	(649)	(1 076)
Résultat net d'impôt des activités abandonnées		1		3
<b>Résultat net</b>		<b>2 137</b>	<b>(686)</b>	<b>410</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	2.4.15	(540)	329	156
<b>Résultat net part du groupe</b>		<b>1 597</b>	<b>(357)</b>	<b>566</b>

\* Montant de 856 M€ reclassé par rapport aux états financiers du 31 décembre 2020 en augmentation du poste « Intérêts et produits assimilés » et en contrepartie du poste « Intérêts et charges assimilées ».

## 1.4 Etat du résultat net et des variations d'actifs et de passifs comptabilisées nettes d'impôts directement en capitaux propres

(en millions d'euros)	30.06.2021	30.06.2020	31.12.2020
<b>Résultat net</b>	<b>2 137</b>	<b>(686)</b>	<b>410</b>
<b>Éléments non recyclables ultérieurement en résultat net</b>			
Ecart actuariel sur les régimes à prestations définies	71	41	(79)
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat	11	15	8
Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	2 808	(2 538)	(764)
Réévaluation des instruments dérivés de couverture sur instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par capitaux propres non recyclables			
Éléments non recyclables ultérieurement en résultat net comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	1 117	(809)	(310)
<b>Total des éléments non recyclables ultérieurement en résultat net</b>	<b>4 007</b>	<b>(3 291)</b>	<b>(1 145)</b>
<b>Éléments recyclables ultérieurement en résultat net</b>			
Ecart de conversion	467	(913)	(935)
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	74	(409)	1 140
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	76	(24)	(43)
Éléments recyclables ultérieurement en résultat net comptabilisés directement en capitaux propres des autres entreprises mises en équivalence	17	(1 521)	(1 543)
<b>Total des éléments recyclables ultérieurement en résultat net</b>	<b>634</b>	<b>(2 867)</b>	<b>(1 381)</b>
<b>Total des variations d'actifs et de passifs comptabilisées directement en capitaux propres</b>	<b>4 641</b>	<b>(6 158)</b>	<b>(2 526)</b>
<b>Résultat net et variations d'actifs et de passifs comptabilisées directement en capitaux propres</b>	<b>6 778</b>	<b>(6 844)</b>	<b>(2 116)</b>
Dont part du Groupe	5 755	(5 647)	(1 869)
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle	1 023	(1 197)	(247)

## 1.5 Bilan consolidé au 30 juin 2021

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30.06.2021	31.12.2020
<b>Actif</b>			
Caisse, banques centrales		89 703	20 518
Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	2.4.1	220 592	212 553
Instruments financiers dérivés de couverture		7 040	8 817
Actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres	2.4.2	263 226	266 152
Titres au coût amorti	2.4.3	71 310	75 401
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	2.4.4	98 188	134 712
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	2.4.5	185 915	186 855
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		240	128
Actifs d'impôts		1 937	2 456
Comptes de régularisation et actifs divers	2.4.6	50 433	44 989
Actifs non courants destinés à être cédés	2.4.7	1 816	220
Participations dans les entreprises mise en équivalence	2.4.8	20 521	18 733
Immeubles de placement	2.4.9	22 549	21 693
Immobilisations corporelles	2.4.9	14 085	13 969
Immobilisations incorporelles	2.4.9	6 737	6 684
Ecarts d'acquisition	2.4.10	1 156	1 164
<b>Total actif</b>		<b>1 055 448</b>	<b>1 015 044</b>

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Notes</b>	<b>30.06.2021</b>	<b>31.12.2020</b>
<b>Passif</b>			
Banques centrales		2	
Passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	2.4.1	4 750	4 740
Instruments dérivés de couverture		8 004	10 079
Dettes représentées par un titre	2.4.11	137 114	128 521
Dettes envers les établissements de crédit	2.4.12	57 820	54 238
Dettes envers la clientèle	2.4.13	326 929	310 674
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		271	23
Passifs d'impôts		4 645	4 186
Comptes de régularisation et passifs divers	2.4.6	45 351	43 833
Passifs non courants destinés à être cédés	2.4.7	1 146	143
Provisions	2.4.14	6 705	7 011
Provisions techniques des sociétés d'assurance et comptabilité reflet	2.5.2	385 283	379 830
Dettes subordonnées		10 803	10 325
<b>Capitaux propres part du groupe</b>			
Réserves consolidées		33 281	33 031
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		9 367	5 489
Résultat de l'exercice		1 597	566
<b>Total Capitaux propres part du groupe</b>		<b>44 245</b>	<b>39 086</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	2.4.15	22 380	22 355
<b>Total Capitaux propres</b>		<b>66 625</b>	<b>61 441</b>
<b>Total passif</b>		<b>1 055 448</b>	<b>1 015 044</b>

## 1.6 Tableau de passage des capitaux propres du 1er janvier 2020 au 30 juin 2021

	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables				
	Réserves consolidées	Variation de juste valeur des instruments financiers sous IAS39 de CNP Assurances	Variation de juste valeur des instruments de dettes à la juste valeur par capitaux propres	Variation de juste valeur des instruments dérivés de couverture	Réserves de conversion
<i>(en millions d'euros)</i>					
<b>Capitaux propres au 1er janvier 2020</b>	<b>31 053</b>	<b>1 743</b>	<b>29</b>	<b>(272)</b>	<b>(264)</b>
Affectation du résultat 2019	2 056				
Solde du versement à l'Etat au titre du résultat 2019	(666)				
Distribution aux minoritaires					
Options de rachat d'intérêts minoritaires	(8)				
Opérations réalisées avec les actionnaires minoritaires	1		3		
Autres variations	27				(4)
Résultat de la période					
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>					
Ecarts de conversion					(11)
Variation de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres	359	(1 743)	(184)	(46)	
Variation du risque de crédit associé aux passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat					
Variation de valeur des instruments financiers rapportée au résultat			(13)	2	
Autres variations de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					
<b>Capitaux propres au 30 juin 2020</b>	<b>32 822</b>		<b>(165)</b>	<b>(316)</b>	<b>(279)</b>
Distribution aux minoritaires					
Options de rachat d'intérêts minoritaires	34				
Opérations réalisées avec les actionnaires minoritaires	41				
Autres variations	(97)		(2)	(1)	10
Résultat de la période					
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>					
Ecarts de conversion					(66)
Variation de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres	231		561	(30)	
Variation du risque de crédit associé aux passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat					
Variation de valeur des instruments financiers rapportée au résultat			13	(2)	
Autres variations de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			128	21	
<b>Capitaux propres au 1er janvier 2021</b>	<b>33 031</b>		<b>535</b>	<b>(328)</b>	<b>(335)</b>
Affectation du résultat 2020	566				
Solde du versement à l'Etat au titre du résultat 2020	(286)				
Distribution aux minoritaires					
Options de rachat d'intérêts minoritaires	(8)				
Opérations réalisées avec les actionnaires minoritaires	(289)				
Autres variations	(8)		2	8	5
Résultat de la période					
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>					
Ecarts de conversion					167
Variation de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres	275		(128)	19	
Variation du risque de crédit associé aux passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat					
Variation de valeur des instruments financiers rapportée au résultat			146	(8)	
Autres variations de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					
<b>Capitaux propres au 30 juin 2021</b>	<b>33 281</b>		<b>555</b>	<b>(309)</b>	<b>(163)</b>

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables										
Variation du risque de crédit associé aux passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat	Variation de valeur des écarts actuariels	Variation de juste valeur des instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres	Variation de juste valeur des instruments dérivés de couverture	Résultat net part du groupe	Capitaux propres part du groupe	Réserves participations ne donnant pas le contrôle	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres participations ne donnant pas le contrôle	Résultat des participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres part des participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres consolidés
(18)	(297)	7 614		2 056	41 644	3 493	120	307	3 920	45 564
				(2 056)	(666)	307		(307)		(666)
					(8)	(298)			(298)	(298)
					4	(4)			(4)	(12)
(2)	(46)	14			(11)	(102)	1		(101)	(97)
				(357)	(357)	17 493	10		17 503	17 492
					(11)		(645)		(329)	(686)
		(3 717)			(5 331)	1	(177)		(645)	(656)
15					15				(176)	(5 507)
					(11)		(61)		(61)	15
	48				48		14		14	(72)
(5)	(295)	3 911		(357)	35 316	20 890	(738)	(329)	19 823	62
						(53)			(53)	(53)
					34	15			15	49
(7)	(2)	19			41	1 989	(1)		1 988	2 029
				923	(80)	(335)	(71)		(406)	(486)
					923			173	173	1 096
					(66)		8		8	(58)
(4)		2 150			2 912	4	563		567	3 479
					(4)		(2)		(2)	(6)
					11		61		61	72
	(150)				(1)		181		181	180
(16)	(447)	6 080		566	39 086	22 510	1	(156)	22 355	61 441
				(566)		(156)		156		
					(286)				(286)	(286)
					(8)	(878)			(878)	(878)
					(289)	(5)			(5)	(13)
12	(19)	(13)			(13)	(492)			(492)	(781)
				1 597	1 597	370			370	357
								540	540	2 137
					167		362		362	529
		3 592			3 758		(114)		(114)	3 644
10					10					10
					138		209		209	347
	85				85		33		33	118
6	(381)	9 659		1 597	44 245	21 349	491	540	22 380	66 625

## 1.7 Tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte. Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et des immobilisations corporelles et incorporelles.

Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres, les dettes subordonnées et les dettes obligataires. Les activités opérationnelles comprennent les flux qui ne relèvent pas des deux autres catégories.

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2021	30.06.2020	31.12.2020
<b>Résultat avant impôts (hors activités abandonnées)</b>	<b>2 735</b>	<b>(37)</b>	<b>1 705</b>
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	2 119	2 475	4 392
Dotations nettes aux dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	11	14	422
Dotations nettes aux provisions et dépréciations	(154)	(1 538)	1 228
Dotations nettes aux provisions techniques d'assurance	7 633	(3 994)	1 105
Quote-part de résultat liée aux entreprises mises en équivalence	(636)	(916)	(1 746)
Pertes nettes/gains nets des activités d'investissement	715	25	68
Produits/charges des activités de financement	(188)		
Autres mouvements	(6 137)	6 683	13 203
<b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements</b>	<b>3 363</b>	<b>2 749</b>	<b>18 672</b>
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	(634)	4 719	4 398
Flux liés aux opérations avec la clientèle	15 968	26 267	21 213
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs financiers	11 793	(7 160)	(1 092)
Flux liés aux immeubles de placement	(214)	(606)	(1 953)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs non financiers	(2 087)	(2 543)	2 504
Impôts versés	(474)	(443)	(918)
<b>Augmentation (Diminution) nette de la trésorerie liée aux actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>	<b>24 352</b>	<b>20 234</b>	<b>24 152</b>
<b>Flux de trésorerie nets générés par l'activité opérationnelle</b>	<b>30 450</b>	<b>22 946</b>	<b>44 529</b>
Flux liés aux actifs financiers et participations	(391)	19 405	19 936
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(1 528)	(1 700)	(7 485)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux opérations d'investissement</b>	<b>(1 919)</b>	<b>17 705</b>	<b>12 451</b>
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(927)	(1 029)	1 960
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	1 910	3 370	214
<b>Flux de trésorerie nets liés aux opérations de financement</b>	<b>983</b>	<b>2 341</b>	<b>2 174</b>
<b>Autres éléments de la variation de la trésorerie et assimilés</b>	<b>7</b>	<b>(42)</b>	<b>66</b>
<b>Augmentation (Diminution) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>29 521</b>	<b>42 950</b>	<b>59 220</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>	<b>66 226</b>	<b>7 007</b>	<b>7 007</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales	22 803	3 263	3 263
Solde net des comptes de prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	43 423	3 744	3 744
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>95 746</b>	<b>49 957</b>	<b>66 226</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales	89 703	45 438	22 803
Solde net des comptes de prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	6 044	4 519	43 423
<b>Variation de la trésorerie nette</b>	<b>29 521</b>	<b>42 950</b>	<b>59 220</b>

## 1.8 Composition de la trésorerie et des équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales et CCP, les comptes à vue (actif et passif) des établissements de crédit, ainsi que les placements à court terme dans des instruments monétaires. Ces placements, d'échéance en général inférieure à trois mois, sont disponibles à tout moment pour leur montant nominal et le risque de changement de valeur est négligeable.

	30.06.2021		30.06.2020		31.12.2020	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes	Créances	Dettes
<i>(en millions d'euros)</i>						
Caisse	949		963		1 290	
Banques centrales	88 754		44 475		21 512	
<b>Sous-total</b>	<b>89 703</b>		<b>45 438</b>		<b>22 802</b>	
Soldes à vue sur les établissements de crédit	13 357	9 264	12 056	8 422	50 600	7 932
OPCVM monétaires	1 950		885		754	
<b>Sous-total</b>	<b>15 307</b>	<b>9 264</b>	<b>12 941</b>	<b>8 422</b>	<b>51 354</b>	<b>7 932</b>
<b>Solde net de trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>95 746</b>		<b>49 957</b>		<b>66 226</b>	

## 1.9 Information sectorielle 2021

### 1.9.1 Eléments du compte de résultat

	30.06.2021							
	Produit net bancaire	Résultat brut d'exploitation	Coût du risque	Résultat d'exploitation	Résultat sociétés mise en équivalence	Résultat avant impôt	Résultat net	Résultat net part du groupe
<i>(en millions d'euros)</i>								
<b>Pôle Caisse des Dépôts</b>	<b>1 038</b>	<b>576</b>	<b>13</b>	<b>590</b>	<b>66</b>	<b>655</b>	<b>509</b>	<b>504</b>
<b>Groupe Bpifrance</b>					<b>433</b>	<b>433</b>	<b>433</b>	<b>433</b>
<b>Groupe La Poste</b>	<b>16 430</b>	<b>1 150</b>	<b>(117)</b>	<b>1 032</b>	<b>32</b>	<b>1 136</b>	<b>834</b>	<b>412</b>
- dont La Poste	12 493	327	(19)	308	3	380	431	267
- dont La Banque Postale	2 667	243	(96)	147	4	153	6	(2)
- dont CNP Assurances	1 270	580	(2)	577	25	603	397	147
<b>Pôle Gestion des participations stratégiques</b>								
- Groupe SFIL	217	156	(1)	156		156	113	113
- Immobilier & Tourisme	452	141	(4)	136	4	127	143	44
- Infrastructure & Transport	3 328	21	(1)	20	101	127	105	91
<b>Groupe Caisse des Dépôts</b>	<b>21 465</b>	<b>2 044</b>	<b>(110)</b>	<b>1 934</b>	<b>636</b>	<b>2 634</b>	<b>2 137</b>	<b>1 597</b>

	30.06.2020							
	Produit net bancaire	Résultat brut d'exploitation	Coût du risque	Résultat d'exploitation	Résultat sociétés mise en équivalence	Résultat avant impôt	Résultat net	Résultat net part du groupe
<i>(en millions d'euros)</i>								
<b>Pôle Caisse des Dépôts</b>	<b>306</b>	<b>(119)</b>	<b>(6)</b>	<b>(125)</b>	<b>13</b>	<b>(28)</b>	<b>(56)</b>	<b>(58)</b>
<b>Groupe Bpifrance</b>					<b>(625)</b>	<b>(625)</b>	<b>(625)</b>	<b>(625)</b>
<b>Groupe La Poste</b>	<b>9 718</b>	<b>(563)</b>	<b>(379)</b>	<b>(942)</b>	<b>1 457</b>	<b>493</b>	<b>(98)</b>	<b>288</b>
- dont La Poste	7 065	(1 336)	(7)	(1 343)	100	(1 264)	(1 651)	(1 060)
- dont La Banque Postale	1 688	172	(357)	(185)		(185)	(176)	(121)
- dont CNP Assurances	965	601	(15)	586	1 357	1 942	1 729	1 469
<b>Pôle Gestion des participations stratégiques</b>								
- Immobilier & Tourisme	549	99	(3)	96	3	97	75	20
- Infrastructure & Transport	3 194	(156)	(1)	(157)	68	24	17	18
<b>Groupe Caisse des Dépôts</b>	<b>13 767</b>	<b>(739)</b>	<b>(389)</b>	<b>(1 128)</b>	<b>916</b>	<b>(37)</b>	<b>(686)</b>	<b>(357)</b>

## 1.9.2 Eléments du bilan

(en millions d'euros)	Total Bilan	
	30.06.2021	31.12.2020
<b>Pôle Caisse des Dépôts</b>	<b>166 374</b>	<b>143 135</b>
<b>Groupe Bpifrance</b>	<b>13 513</b>	<b>12 017</b>
<b>Groupe La Poste</b>	<b>776 596</b>	<b>759 047</b>
- dont La Poste	19 899	18 666
- dont La Banque Postale	307 621	297 640
- dont CNP Assurances	449 076	442 741
<b>Pôle Gestion des participations stratégiques</b>		
- Groupe SFIL	73 814	75 927
- Immobilier & Tourisme	14 769	14 753
- Infrastructure & Transport	10 382	10 165
<b>Groupe Caisse des Dépôts</b>	<b>1 055 448</b>	<b>1 015 044</b>



	31.12.2020				
(en millions d'euros)	Pôle Caisse des Dépôts	La Poste	La Banque Postale	CNP Assurances	Groupe SFIL
<b>Actif</b>					
Caisse, banques centrales	16 798	5	1 783		1 932
Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	11 607	943	8 305	187 065	4 266
Instruments financiers dérivés de couverture	2 242	1	1 428		5 136
Actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres	34 750		16 336	214 053	511
Titres au coût amorti	42 345		24 548	155	8 353
Prêts & créances sur état de crédit & assimilés au coût amorti	16 869	1 405	112 715	1 704	378
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	3 688	1 003	126 990	2 350	52 016
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux			128		
Actifs d'impôts	29	819	282	644	531
Comptes de régularisation et actifs divers	2 351	4 840	3 298	28 407	2 765
Actifs non courants destinés à être cédés		168			
Participations dans les entreprises mise en équivalence	2 715	239	170	527	
Immeubles de placement	8 624			3 083	
Immobilisations corporelles	635	8 558	966	152	13
Immobilisations incorporelles	482	575	691	4 601	26
Ecart d'acquisition		110			
<b>Total actif</b>	<b>143 135</b>	<b>18 666</b>	<b>297 640</b>	<b>442 741</b>	<b>75 927</b>

	31.12.2020				
(en millions d'euros)	Pôle Caisse des Dépôts	La Poste	La Banque Postale	CNP Assurances	Groupe SFIL
<b>Passif</b>					
Passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	413	7	2 045	1 235	1 037
Instruments financiers dérivés de couverture - Passif	1 630	52	637	79	7 578
Dettes représentées par un titre	27 998	8 332	22 309		64 581
Dettes envers les établissements de crédit	16 196	891	31 017	2 403	3
Dettes envers la clientèle	75 239		223 824	11 416	
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux					23
Passifs d'impôts courants et différés	2 270		329	1 407	5
Comptes de régularisation et passifs divers	5 380	9 753	4 100	17 206	1 572
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		127			
Provisions tech entreprises d'assurance et comptabilité reflet			2 578	377 252	
Provisions	401	4 873	291	582	23
Dettes subordonnées, dépôts de garantie			2 110	6 986	728
<b>Total passif hors capitaux propres</b>	<b>129 527</b>	<b>24 035</b>	<b>289 240</b>	<b>418 566</b>	<b>75 550</b>

## 2. Notes annexes aux états financiers consolidés

### 2.1 Principes et méthodes comptables applicables dans le groupe

#### 2.1.1 Base de préparation des états financiers

Le groupe Caisse des Dépôts applique le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne au 30 juin 2021. En particulier, le Groupe a choisi de faire usage des dispositions du règlement n°2086/2004 de la Commission européenne adoptant la norme IAS 39 à l'exception de certaines dispositions pour la comptabilisation des opérations de macro-couverture. Ce règlement européen permet ainsi d'élire aux relations de couverture de juste valeur certaines des opérations de macro-couverture réalisées dans le cadre de la gestion actif-passif (incluant notamment les dépôts à vue de la clientèle).

Ce référentiel est disponible sur le site internet de la Commission européenne, à l'adresse suivante : [https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting\\_fr](https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting_fr).

Les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2021 sont présentés conformément aux dispositions de la norme IAS 34 « *Information financière intermédiaire* ». S'agissant de comptes résumés, ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus en relation avec les comptes consolidés clos le 31 décembre 2020.

Le groupe Caisse des Dépôts a préparé ses comptes consolidés au 30 juin 2021 sur la base des principes de reconnaissance et d'évaluation des normes IFRS et interprétations de l'IFRS IC (IFRIC) telles qu'elles étaient applicables à la date de clôture.

Ces normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du groupe Caisse des Dépôts au 31 décembre 2020, à l'exception des amendements IFRS décrits ci-dessous (cf. point 2.1.1.1).

##### 2.1.1.1 Amendements IFRS applicables de manière obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021

Les amendements IFRS applicables de manière obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 sont présentés ci-dessous. Leur application n'a pas d'incidence significative sur les comptes consolidés du groupe Caisse des Dépôts au 30 juin 2021. Sont concernés :

##### **Amendements à la norme IFRS 4 « *Prolongation de l'exemption temporaire de l'application d'IFRS 9* » (règlement UE n°2020/2097 du 15 décembre 2020)**

Ces amendements permettent aux entités d'assurance de différer la mise en œuvre de la norme IFRS 9 sur les instruments financiers jusqu'à la date de première application de la norme IFRS 17 sur les contrats d'assurance, laquelle a été décalée au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Ces amendements viennent compléter les amendements à IFRS 4 « *Application d'IFRS 9 Instruments financiers et d'IFRS 4 Contrats d'assurance* » (règlement UE n°2017/1988 du 03 novembre 2017) qui avaient vocation à aligner la date de première application de la norme IFRS 9 avec celle de la nouvelle norme IFRS 17 sur les contrats d'assurance (1<sup>er</sup> janvier 2021 à l'époque).

Pour rappel, le groupe Caisse des Dépôts a décidé d'appliquer les dispositions de la norme IFRS 9 en matière d'évaluation et de comptabilisation des actifs et des passifs financiers de ses filiales d'assurance, en utilisant l'approche par « superposition » pour la présentation du résultat net des actifs financiers désignés.

## **Amendements aux normes IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 « Réforme des taux d'intérêt de référence » (dite « Phase 2 ») (règlement UE n°2021/25 du 13 janvier 2021)**

Ces amendements relatifs à la réforme des taux d'intérêt de référence (dite « Phase 2 ») apportent une réponse aux problématiques comptables soulevées lors du remplacement des anciens taux d'intérêt de référence par les nouveaux indices (par exemple, EONIA par €STER) ou lors de changement de formule de calcul des indices (Euribor Hybride) induites par la réforme des taux de référence. Ils permettent de neutraliser les éventuels impacts comptables en traitant notamment :

- Des conséquences comptables d'une modification des flux de trésorerie d'un instrument financier engendrée par le changement contractuel d'indice ;
- Des conséquences du changement d'indice sur la comptabilité de couverture ;
- Des informations à fournir en annexe.

En pratique, les amendements à IFRS 9 permettent de :

- Considérer que la modification d'un instrument financier résultant directement de la réforme des taux d'intérêt de référence se traduit par une mise à jour prospective du taux d'intérêt effectif pour refléter la variation de l'indice de référence plutôt que par un ajustement à constater en compte de résultat. De cette manière, le remplacement des anciens indices de taux par les nouveaux ne génère pas d'impact comptable immédiat en résultat ;
- Maintenir les relations de couverture affectées par la réforme des taux d'intérêt de référence au moment du remplacement effectif des taux dans les contrats.

Des informations complémentaires sont à fournir en annexe, notamment sur la nature et l'ampleur des risques découlant de la réforme des taux d'intérêt de référence et sur la manière dont l'entité gère la transition vers les différents taux de référence.

Il est par ailleurs rappelé que le groupe Caisse des Dépôts continue d'appliquer les amendements aux normes IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 « Réforme des taux d'intérêt de référence » (dite « Phase 1 ») qui ont été adoptés par l'Union européenne le 15 janvier 2020 (règlement UE n°2020/34) et qui visent à modifier les exigences en matière de comptabilité de couverture uniquement pendant la période précédant la mise en œuvre de la réforme des taux d'intérêt. D'une manière pratique, ces amendements permettent d'éviter un arrêt potentiel de la comptabilité de couverture sur certaines opérations lié aux incertitudes de la réforme des taux d'intérêt.

### **2.1.1.2 Normes et amendements IFRS non encore adoptés par l'Union européenne**

Le groupe Caisse des Dépôts n'applique pas les normes et amendements publiés par l'IASB et non encore adoptés par l'Union européenne.

Cela concerne notamment la norme IFRS 17 « Contrats d'assurance ».

Publiée par l'IASB le 18 mai 2017, cette norme remplacera la norme IFRS 4 relative aux contrats d'assurance. Initialement applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, cette norme ne devrait finalement n'entrer en vigueur qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

L'IASB a en effet décidé de reporter l'application de la norme IFRS 17, des clarifications ayant été apportées sur certains points de la norme dans des amendements publiés le 25 juin 2020.

L'objectif de cette nouvelle norme IFRS 17 est de prescrire les principes du traitement comptable, d'évaluation et de présentation des contrats d'assurance qui entrent dans son champ d'application.

La norme IFRS 17 aura des implications pour le groupe CNP Assurances et les autres activités assurances du groupe La Banque Postale.

Les impacts relatifs à la norme IFRS 17 sont en cours d'analyse par le groupe La Banque Postale.

### **Utilisation du format d'états de synthèse bancaire recommandé par l'Autorité des Normes Comptables**

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au format proposé par la recommandation n°2017-02 du 02 juin 2017, modifiée de manière mineure en date du 05 février 2021, de l'Autorité des Normes Comptables.

Le groupe Caisse des Dépôts a ainsi opté, conformément à la norme IAS 1 révisée, pour une présentation distincte du compte de résultat consolidé détaillant les composantes de son résultat net. Il présente par ailleurs dans l' « Etat du résultat net et des variations d'actifs et de passifs comptabilisés nettes d'impôts directement en capitaux propres », le résultat net et le détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, nets d'impôts.

Le groupe Caisse des Dépôts a également choisi de présenter les informations spécifiques aux activités d'assurance en annexe, selon l'option proposée par la recommandation.

### **Information sectorielle**

En application d'IFRS 8, l'information sectorielle présentée est fondée sur le reporting interne utilisé par la Direction générale du groupe Caisse des Dépôts. Cette information reflète l'organisation du groupe en termes de pôles d'activité. Les activités opérationnelles du groupe sont organisées et gérées séparément suivant la nature des services rendus.

L'activité du groupe Caisse des Dépôts est présentée ainsi au 30 juin 2021, sans changement par rapport au 31 décembre 2020 :

- Pôle Caisse des Dépôts composé principalement de :
  - Caisse des Dépôts - Section générale
  - SCET
  - CDC Habitat
- Groupe Bpifrance
- Groupe La Poste
- Pôle Gestion des Participations Stratégiques composé principalement de :
  - Groupe SFIL
  - Immobilier & Tourisme
    - Icade
    - Compagnie des Alpes
  - Infrastructure & Transport
    - Egis
    - Transdev Group
    - Coentreprise de Transport d'Electricité
    - Holding d'Infrastructures Gazières

### **Recours à des estimations**

La préparation des états financiers du groupe Caisse des Dépôts exige la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges du compte de résultat comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont relatives. Cet exercice suppose que la direction et les gestionnaires fassent appel à l'exercice de leur jugement et utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires. Les résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles la direction et les gestionnaires ont recouru à des estimations peuvent à l'évidence s'avérer sensiblement différents de celles-ci, notamment en fonction de conditions de marché différentes et avoir un effet significatif sur les états financiers.

Le recours à ces estimations concerne notamment les évaluations suivantes :

- La juste valeur au bilan des instruments financiers non cotés enregistrés dans les postes du bilan : « *Actifs ou passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat* », « *Instruments financiers dérivés de couverture* », « *Actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres* » ;
- Le montant des dépréciations des actifs financiers (actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables, titres au coût amorti, prêts et créances au coût amorti) ;

- Le montant des dépréciations des participations dans les entreprises mises en équivalence ;
- La juste valeur des immeubles de placement présentée dans une note annexe ;
- Le montant des dépréciations des immobilisations corporelles, incorporelles et des écarts d'acquisition ;
- Les impôts différés ;
- Les provisions techniques des entreprises d'assurance ;
- Les provisions enregistrées au passif du bilan (dont les provisions sur avantages du personnel et la provision épargne-logement) destinées à couvrir les risques de pertes et charges ;
- La valeur initiale des écarts d'acquisition constatés lors des regroupements d'entreprises ;
- L'évaluation des actifs non courants et dettes liées destinés à être cédés.

---

## 2.2 Moratoires, prêts garantis par l'Etat et prêts participatifs de relance

---

Le groupe Caisse des Dépôts s'est fortement mobilisé pour soutenir l'économie française. S'agissant plus particulièrement des activités de crédit portées par la Banque des Territoires de la Caisse des Dépôts, par La Banque Postale et par la SFIL, plusieurs mesures, éventuellement articulées avec les dispositifs publics exceptionnels de soutien aux entreprises et aux particuliers ont été mises en place.

### 2.2.1 La Banque des Territoires

La Caisse des Dépôts a proposé un dispositif de report possible des remboursements de crédits pour les professions juridiques « moratoires » jusqu'au 15 septembre 2021 sans pénalités ni coûts additionnels de reports d'échéances. Au 30 juin 2021, 45 % des moratoires en montant étaient déjà régularisés. Par ailleurs, la Section Générale participe au fonds Prêts Participatifs Relance (PPR) pour un montant de 200 millions d'euros. Il s'agit d'un nouveau dispositif PPR distribué par les réseaux bancaires et financés à hauteur de 90 % par le fonds PPR pour aider les PME et ETI bénéficiant de la garantie de l'Etat à hauteur de 30%.

### 2.2.2 La Banque Postale

#### 2.2.2.1 Moratoires

La Banque Postale a proposé un dispositif d'accompagnement de ses clients, entreprises et professionnels ainsi que particuliers, fragilisés par la situation de confinement, l'arrêt total ou partiel de leur activité professionnelle. Il s'est traduit notamment par un mécanisme de report d'échéances des prêts pour une durée maximale de 6 mois, construit autour de deux approches :

- Un accompagnement faisant suite à des sollicitations des clients ;
- Un accompagnement pro-actif visant à mettre en œuvre des reports d'échéance à l'initiative de la Banque Postale sur des populations ciblées.

#### **Personnes morales :**

Sur le périmètre des Personnes Morales, La Banque Postale a mis en place pour sa clientèle d'entreprises et professionnels un dispositif s'inscrivant dans les principes appliqués par la place bancaire française.

Pour les marchés et produits à forte volumétrie et aux montants modestes (Pros, PME, CBM, ...), un report de la totalité des mensualités a été accordé de manière unilatérale par La Banque Postale (sauf refus exprimé par le client) jusqu'au 30.09.2020. Ainsi, il s'est agi de différer l'amortissement des financements de 6 mois tout en allongeant la durée du crédit, sans modification du taux facial. Dans certains cas, La Banque Postale a renoncé aux intérêts intercalaires courus pendant la période du moratoire.

Pour les dossiers significatifs et/ou structurés (Grands Comptes, Immobilier, BFI, ...), les demandes ont été traitées au cas par cas, tous en respectant les critères d'un moratoire d'une durée inférieure ou égale à 6 mois sans renonciation aux intérêts intercalaires.

Enfin, les contreparties considérées comme sensibles ou en défaut avant la crise, classées en B2 et B3 au sens d'IFRS9, ont fait l'objet d'un examen au cas par cas avec avis de la Direction des Affaires Spéciales.

Dès la publication des Guidelines EBA EBA/GL/2020/08 et en cas de demande des clients, des allongements de moratoire pour 6 mois supplémentaires ont été accordés, sur les secteurs d'activité touristique tels que publiés au Journal Officiel, Annexe 7 de l'arrêté du 13 juillet 2020 portant modification de l'arrêté du 23 mars 2020. La mise en place de ces moratoires supplémentaires a été

assortie d'une règle de durée maximale, les moratoires accordés ne pouvant pas excéder une durée totale de 12 mois.

S'agissant des dispositions publiées le 02/12/2020, permettant la mise en place de moratoires jusqu'au 31/03/2021 et s'appliquant aux crédits octroyés avant le 02/12/2020, ainsi qu'aux crédits ayant déjà bénéficié de moratoires jusqu'au 30/09/2020 (moratoires ne pouvant pas dépasser 9 mois), aucune opération n'a été réalisée sur la fin d'année 2020.

De plus, le dispositif de recouvrement de la clientèle des Personnes Morales a été renforcé en 2020, notamment pour pouvoir améliorer l'identification des risques et le pilotage du portefeuille impacté par la crise Covid-19.

La Banque Postale a accordé des moratoires pour environ 4300 clients depuis la mise en place du dispositif, pour une exposition cumulée de près de 2,7 milliards d'euros (90 % sur les entreprises, 8 % sur les TPE/Pro et 2 % sur le SPL). A fin juin 2021, 95 % des moratoires (en montant) sont arrivés à échéances avec un taux d'impayé et un taux de provisionnement spécifiques limités. Il restait fin juin 2021, 137 millions d'euros d'exposition de prêts sous moratoires non échus, dont 86 millions d'euros arrivent à échéance fin septembre. 93 % des moratoires non échus ont une durée restant à courir inférieure ou égale à 6 mois.

#### **Personnes physiques :**

Un dispositif a été mis en place pour les prêts immobiliers et/ou à la consommation des clients particuliers, à travers des reports d'échéances pour des durées allant de 2 à 6 mois (en fonction des cibles clients définies et des entités du groupe La Banque Postale) avec une suspension des échéances en capital et intérêts et le maintien du paiement des primes d'assurance. Les échéances ainsi suspendues ont été reportées à la fin du contrat.

Pour les crédits à la consommation, le report a été mis en place systématiquement à la demande du client, en vertu d'une disposition contractuelle ou non.

Pour les crédits immobiliers, le report a été mis en place à la demande du client ou sur initiative de la Banque, selon que ses revenus étaient potentiellement affectés ou non par la crise.

Ce dispositif a ainsi visé à cibler prioritairement les clients fragiles dont la situation risquait de se dégrader, ainsi que ceux dont les revenus étaient particulièrement sensibles à la dégradation de la conjoncture économique consécutive au confinement (par exemple les professions non salariées, commerçants, artisans et autoentrepreneurs).

Le dispositif a été mis en place sur deux périodes : à l'occasion du 1<sup>er</sup> confinement, entre la fin mars 2020 et le 1<sup>er</sup> juillet 2020, puis a été relancé (avec des critères d'éligibilité adaptés) à partir de novembre 2020 à l'occasion du 2<sup>ème</sup> confinement.

Depuis le début de la crise sanitaire, La Banque Postale a accordé des moratoires (non contractuels) pour 17 285 prêts dont le capital restant dû (CRD) global est de 1 894 millions d'euros. Au 30 juin 2021, seuls 19,8 millions d'euros d'encours de prêts sont encore sous moratoire. Les sorties de moratoire ont conduit à une matérialisation limitée du risque puisque seulement 54 millions d'euros d'encours de prêts sont passés en défaut, suite à la reprise des échéances.

#### **Traitement comptable des moratoires :**

La modification contractuelle résultant de l'octroi de moratoires a fait l'objet d'analyses quantitatives et qualitatives pour déterminer le traitement comptable selon qu'il s'agit ou non d'une modification substantielle au regard de la norme IFRS 9.

Pour les modifications non substantielles (test < 10% et/ou du fait du caractère exceptionnel et spécifique de la mesure), le prêt n'est pas décomptabilisé, mais sa valeur comptable est ajustée pour tenir compte des flux de trésorerie futurs modifiés, actualisés au TIE d'origine. L'ajustement est immédiatement constaté en résultat et n'a pas présenté d'impact significatif pour les comptes 2020, et a fortiori 2021 de La Banque Postale.

### 2.2.2.2 Prêts garantis par l'Etat

Le gouvernement français a annoncé le 16 mars 2020 la mise en place d'un dispositif de garantie de l'Etat de prêts accordés spécifiquement aux entreprises pour faire face à la crise économique et sanitaire liée à la Covid-19. Ces Prêts Garantis par l'Etat (PGE) ont été distribués par les grands établissements bancaires français, dont La Banque Postale entre le 16 mars et le 31 décembre 2020.

Ces PGE sont des prêts de trésorerie d'un an, comportant un différé d'amortissement sur cette durée. A l'issue de la première année, le client emprunteur peut choisir de rembourser ou d'amortir le prêt sur une durée supplémentaire ne pouvant excéder 5 ans. Le prêt bénéficie d'une garantie de l'Etat entre 70 % et 90% selon la taille de l'entreprise. Cette garantie couvre le montant du capital, les intérêts et accessoires dus de la créance jusqu'à son terme, sauf si elle est appelée préalablement lors d'un événement de crédit. Le coût du prêt est constitué du coût de financement propre à chaque banque (taux d'intérêt), sans marge, auquel s'ajoute le coût de la garantie de l'Etat dont le barème est fixé légalement.

A noter qu'à la suite des annonces gouvernementales du 14 janvier 2021, la période de différé d'amortissement peut être rallongée jusqu'au 31 mars 2022 si le client le demande.

Un délai de carence de 2 mois court à partir de l'octroi pour validité de la garantie.

#### Traitement comptable des prêts garantis par l'Etat :

Les prêts garantis par l'Etat (PGE) doivent être initialement comptabilisés à leur juste valeur majorée des coûts de transaction directement attribuables à leur octroi.

Compte tenu des caractéristiques du dispositif des PGE créé conjointement par l'Etat et les banques françaises, dans l'objectif d'assurer un équilibre financier global pour les banques dans le cadre de ce mécanisme de soutien à l'économie, La Banque Postale a conclu que la valeur faciale des prêts est représentative de la juste valeur à l'octroi.

Les prêts garantis par l'Etat sont comptabilisés au coût amorti selon la norme IFRS 9, le TIE étant alors déterminé sur la durée probable du prêt. La commission de garantie nette est étalée actuariellement selon la méthode du TIE. La garantie reçue de l'Etat faisant partie intégrante du contrat de prêt est prise en compte dans le calcul des pertes attendues sur le prêt, car :

- Le contrat de prêt y fait référence explicitement (elle est inhérente à ce type de contrat) ;
- Elle est mise en place au même moment et en considération du contrat de prêt ;
- Il n'y a pas lieu de comptabiliser cette garantie séparément au regard des dispositions comptables relatives aux garanties financières reçues et cet instrument ne répond pas à la définition d'un instrument dérivé.

### 2.2.2.3 Prêts Participatifs de Relance (PPR)

Le gouvernement a souhaité mettre en place un dispositif permettant aux entreprises françaises de bonne qualité de crédit de renforcer leur structure financière pour maintenir leurs investissements, dégradés par la crise du Covid-19. Le dispositif des Prêts Participatifs de Relance (PPR) a été acté dans le Plan de Relance gouvernemental et la Loi de Finance 2021. Distribué par la place bancaire qui cédera 90% des créances financées à un fonds de dettes unique, le dispositif ambitionne d'investir 15 milliards d'euros auprès de PME et d'ETI de bonne qualité financière.

Le PPR est un prêt subordonné de maturité 8 ans avec un différé d'amortissement minimal de 4 ans. Le fonds dans lequel sera logé 90% du nominal des PPR bénéficiera d'une garantie de l'Etat à hauteur de 30%. Le gouvernement a plafonné le montant unitaire des prêts à 12,5% du chiffre d'affaires pour les PME et 8,4% du chiffre d'affaires pour les ETI. Le fonds de dettes prendra la forme d'un fonds unique à poches avec une société de gestion faitière. Cette dernière délèguera à des sociétés de gestion les PPR dits « non granulaires » dont l'encours est supérieur à 10 millions d'euros. Chaque poche sera affectée à une banque et chaque banque se verra assignée un gérant d'actifs en contre-analyse risques sur ces PPR non granulaires. Les titres émis par le fonds seront principalement souscrits par les compagnies d'assurance des établissements bancaires français. A noter que CNP Assurances, filiale

de La Banque Postale, a annoncé envisager de contribuer au financement du fonds de place dans lequel les PPR seront logés à hauteur de 1,5 milliard d'euros.

Les PPR sont distribués par les établissements bancaires français, dont La Banque Postale, à partir d'avril 2021 et jusqu'en juin 2022. Le développement de ce produit devrait intervenir au cours du second semestre 2021. Aucun prêt n'a été débloqué au cours du premier semestre.

### **2.2.3 SFIL**

SFIL a proposé un dispositif de report jusqu' à 6 mois pour les hôpitaux publics, sans facturation d'intérêts de retard et de pénalités, pour leur échéance de prêts comprises entre le 12 mars 2020 et le 30 juin 2020 et des délais de paiement accordés au cas par cas à certaines collectivités locales ou entités du secteur public français.

## 2.3 Notes relatives au compte de résultat consolidé

### 2.3.1 Produits et charges d'intérêts

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2021			30.06.2020			31.12.2020		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Comptes ordinaires et assimilés	2		2	12		12	32		32
Comptes et prêts/emprunts à terme	79	(277)	(198)	87	(85)	2	148	(316)	(168)
Autres opérations dont instruments de couverture	566	(15)	551	314	(11)	303	757	(27)	730
<b>Opérations avec les établissements de crédit au coût amorti</b>	<b>647</b>	<b>(292)</b>	<b>355</b>	<b>413</b>	<b>(96)</b>	<b>317</b>	<b>937</b>	<b>(343)</b>	<b>594</b>
Comptes ordinaires et assimilés	172		172	59		59	160		160
Comptes, prêts/emprunts à terme, dépôts	323	(80)	243	311	(168)	143	819	(404)	415
Autres opérations de location financement	21		21	14		14	35		35
Autres opérations dont instruments de couverture	219	(346)	(127)	145	(30)	115	311	(215)	96
<b>Opérations avec la clientèle au coût amorti</b>	<b>735</b>	<b>(426)</b>	<b>309</b>	<b>529</b>	<b>(198)</b>	<b>331</b>	<b>1 325</b>	<b>(619)</b>	<b>706</b>
Actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres recyclables	596		596	119		119	435		435
Titres au coût amorti	389		389	279		279	650		650
Autres opérations dont instruments de couverture	701	(995)	(294)	279		279	330		330
<b>Opérations sur instruments financiers</b>	<b>1 686</b>	<b>(995)</b>	<b>691</b>	<b>677</b>		<b>677</b>	<b>1 415</b>		<b>1 415</b>
Dettes représentées par un titre	471	(184)	287		(215)	(215)	856	(231)	625
Dettes subordonnées	11		11		(49)	(49)		(131)	(131)
<b>Emprunts émis et assimilés</b>	<b>482</b>	<b>(184)</b>	<b>298</b>		<b>(264)</b>	<b>(264)</b>	<b>856</b>	<b>(362)</b>	<b>494</b>
<b>Autres produits et charges</b> <sup>(1) (2)</sup>	<b>328</b>	<b>(181)</b>	<b>147</b>	<b>76</b>	<b>(76)</b>		<b>226</b>	<b>(171)</b>	<b>55</b>
<b>Total des produits et charges d'intérêts et assimilés</b>	<b>3 878</b>	<b>(2 077)</b>	<b>1 801</b>	<b>1 695</b>	<b>(634)</b>	<b>1 061</b>	<b>4 759</b>	<b>(1 495)</b>	<b>3 264</b>

(1) dont 226 M€ d'intérêts négatifs sur des passifs financiers au 30 juin 2021 en produits

(2) dont 67 M€ d'intérêts négatifs sur des actifs financiers au 30 juin 2021 en charges

## 2.3.2 Produits et charges de commissions

	30.06.2021		30.06.2020		31.12.2020	
<i>(en millions d'euros)</i>	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges
Commissions sur opérations avec les établissements de crédit et assimilés	1	(3)	37	(2)	58	(9)
Commissions sur opérations avec la clientèle	542	(3)	202	(3)	671	(6)
Commissions sur opérations sur titres et dérivés	173	(137)		(8)		(18)
Commissions sur prestations d'assurance	12	(1 431)	19	(959)	48	(2 415)
Commissions sur autres prestations de services financiers	342	(98)	420	(162)	1 010	(570)
<b>Total des produits et des charges nets de commissions</b>	<b>1 070</b>	<b>(1 672)</b>	<b>678</b>	<b>(1 134)</b>	<b>1 787</b>	<b>(3 018)</b>

### 2.3.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2021		30.06.2020		31.12.2020	
	Total	Dont option	Total	Dont option	Total	Dont option
<i>(en millions d'euros)</i>						
Gains ou pertes nets de cession	386	(32)	75	(18)	272	32
Produits ou charges nets de réévaluation, intérêts échus	2 481	(32)	(461)	(68)	2 430	(86)
<b>Instruments de dettes</b>	<b>2 867</b>	<b>(64)</b>	<b>(386)</b>	<b>(86)</b>	<b>2 702</b>	<b>(54)</b>
Gains ou pertes nets de cession	(160)		5		(418)	
Produits ou charges nets de réévaluation, intérêts échus	2 589		(835)		1 501	
Dividendes	916		543		1 364	
<b>Instruments de capitaux propres</b>	<b>3 345</b>		<b>(287)</b>		<b>2 447</b>	
Gains ou pertes nets de cession	(2)		(1)		(5)	
Produits ou charges nets de réévaluation, intérêts échus	3 160		(2 729)		284	
<b>Instruments financiers à terme ferme ou conditionnel - hors couverture</b>	<b>3 158</b>		<b>(2 730)</b>		<b>279</b>	
Gains ou pertes nets de cession	3		(19)		(8)	
Produits ou charges nets de réévaluation, intérêts échus	(144)		(78)		(63)	
<b>Prêts</b>	<b>(141)</b>		<b>(97)</b>		<b>(71)</b>	
Produits ou charges nets de réévaluation, intérêts échus	(43)	6	(15)	(15)	8	71
Autres produits et charges sur emprunts	(116)	(1)	(125)	(11)	(311)	(89)
<b>Dettes représentées par un titre, emprunts et titres émis</b>	<b>(159)</b>	<b>5</b>	<b>(140)</b>	<b>(26)</b>	<b>(303)</b>	<b>(18)</b>
Inefficacité des Couvertures de juste valeur	(15)		(144)		(688)	
- variation de juste valeur des éléments couverts	803		(418)		(816)	
- variation de juste valeur des dérivés de couverture	(818)		274		128	
Inefficacité des couvertures de flux de trésorerie	2		(1)		10	
Macro couverture de juste valeur	139				58	
<b>Résultat des opérations de couverture</b>	<b>126</b>		<b>(145)</b>		<b>(620)</b>	
<b>Cessation des couvertures de flux de trésorerie</b>					<b>1</b>	
<b>Opérations de change</b>	<b>4</b>		<b>(4)</b>		<b>(3)</b>	
<b>Total gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>9 200</b>	<b>(59)</b>	<b>(3 789)</b>	<b>(112)</b>	<b>4 432</b>	<b>(72)</b>

## 2.3.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2021	30.06.2020	31.12.2020
Plus ou moins values de cession	(333)	(22)	(193)
<b>Instruments de dettes</b>	<b>(333)</b>	<b>(22)</b>	<b>(193)</b>
Dividendes	497	310	409
<b>Instruments de capitaux propres</b>	<b>497</b>	<b>310</b>	<b>409</b>
<b>Total gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>164</b>	<b>288</b>	<b>216</b>

## 2.3.5 Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2021	30.06.2020	31.12.2020
Gains résultant de la décomptabilisation	21	17	24
Pertes résultant de la décomptabilisation		(1)	(6)
<b>Total gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti</b>	<b>21</b>	<b>16</b>	<b>18</b>

## 2.3.6 Produits et charges des autres activités

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2021		30.06.2020		31.12.2020	
	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges
Produits et charges sur immeubles de placement	1 058	(472)	843	(488)	1 951	(928)
Produits et charges des autres activités	18 184	(2 202)	12 065	(1 508)	30 097	(4 082)
Produits et charges de l'activité d'assurance et de réassurance	16 923	(21 903)	6 961	(1 480)	22 298	(20 842)
<b>Total produits et charges des autres activités</b>	<b>36 165</b>	<b>(24 577)</b>	<b>19 869</b>	<b>(3 476)</b>	<b>54 346</b>	<b>(25 852)</b>

## 2.3.7 Charges générales d'exploitation

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2021	30.06.2020	31.12.2020
<b>Charges de personnel</b>	<b>(9 332)</b>	<b>(7 167)</b>	<b>(16 314)</b>
Autres charges et services extérieurs	(8 487)	(5 339)	(13 790)
Dotations / Reprises de provisions	8	(6)	(10)
<b>Autres charges générales d'exploitation</b>	<b>(8 479)</b>	<b>(5 345)</b>	<b>(13 800)</b>
<b>Total charges générales d'exploitation</b>	<b>(17 811)</b>	<b>(12 512)</b>	<b>(30 114)</b>

## 2.3.8 Coût du risque de crédit

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2021	30.06.2020	31.12.2020
Dépréciation des prêts et créances sur les établissements de crédit au coût amorti		87	263
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	(62)	(304)	(570)
Dépréciation des instruments de dettes évalués à la juste valeur par capitaux propres	2	(106)	(345)
Dépréciation des titres au coût amorti	11	(10)	(69)
Dépréciation des engagements hors-bilan	17	(8)	(87)
<b>Dépréciations pour pertes de crédit attendues</b>	<b>(32)</b>	<b>(341)</b>	<b>(808)</b>
Autres provisions pour risque de contrepartie			(10)
<b>Autres provisions pour risque de contrepartie</b>			<b>(10)</b>
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables	(85)	(48)	(174)
Récupérations sur prêts et créances amorties	7		6
<b>Pertes et récupérations</b>	<b>(78)</b>	<b>(48)</b>	<b>(168)</b>
<b>Coût du risque de crédit</b>	<b>(110)</b>	<b>(389)</b>	<b>(986)</b>

## 2.3.9 Gains ou pertes nets sur autres actifs

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2021	30.06.2020	31.12.2020
Gains ou pertes sur cession d'immobilisations	7	(18)	(80)
<b>Gains ou pertes sur cession d'immobilisations</b>	<b>7</b>	<b>(18)</b>	<b>(80)</b>
Gains ou pertes sur cession de titres	50	196	269
Autres produits et charges liés aux titres consolidés	10		6
<b>Gains ou pertes sur titres consolidés</b>	<b>60</b>	<b>196</b>	<b>275</b>
Autres gains et pertes	(2)		(9)
<b>Autres gains et pertes</b>	<b>(2)</b>		<b>(9)</b>
<b>Total gains ou pertes nets sur autres actifs</b>	<b>65</b>	<b>178</b>	<b>186</b>

## 2.3.10 Impôt sur les bénéfices

### Composante de la charge d'impôt

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2021	30.06.2020	31.12.2020
Charge d'impôt courant	(752)	(362)	(932)
Charge d'impôt différé	254	(287)	(144)
<b>Charge d'impôt de l'exercice</b>	<b>(498)</b>	<b>(649)</b>	<b>(1 076)</b>

Le taux effectif d'impôt au 30 juin 2021 ressort à 24,9 % sur la base d'un résultat net avant impôt retraité du résultat des sociétés mises en équivalence et des variations de valeur des écarts d'acquisition de 1 998 millions d'euros. Pour rappel, le taux d'impôt théorique au 30 juin 2021 est de 28,41%.

## 2.4 Notes relatives au bilan consolidé

### 2.4.1 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2021		31.12.2020	
	Classement Obligatoire	Sur option	Classement Obligatoire	Sur option
<i>(en millions d'euros)</i>				
Effets publics et valeurs assimilées	1 584	3 802	2 161	3 784
Obligations et autres titres à revenu fixe	10 886	2 175	10 816	2 256
Titres de créances négociables	5 130		6 885	
OPCVM	67 372		63 913	
FCPR	2 614		2 451	
Actifs représentatifs des contrats en unité de compte	63 283		57 236	
Autres titres	2 400	93	2 026	90
<b>Instruments de dettes</b>	<b>153 269</b>	<b>6 070</b>	<b>145 488</b>	<b>6 130</b>
Actions	41 527		38 897	
Actifs représentatifs des contrats en unité de compte	4 371		4 071	
Autres titres	1 083		933	
<b>Instruments de capitaux propres</b>	<b>46 981</b>		<b>43 901</b>	
Dérivés de transaction	1 468		1 470	
<b>Dérivés de transaction</b>	<b>1 468</b>		<b>1 470</b>	
Prêts aux Etablissements de crédit	32		32	
Prêts à la Clientèle	12 772		15 532	
<b>Prêts</b>	<b>12 804</b>		<b>15 564</b>	
<b>Total des actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>214 522</b>	<b>6 070</b>	<b>206 423</b>	<b>6 130</b>

	30.06.2021		31.12.2020	
	Classement Obligatoire	Sur option	Classement Obligatoire	Sur option
<i>(en millions d'euros)</i>				
Obligations		1 438		1 215
Titres de créances négociables		473		384
Autres		439		400
<b>Dettes représentées par un titre</b>		<b>2 350</b>		<b>1 999</b>
Dérivés de transaction	2 400		2 741	
<b>Dérivés de transaction</b>	<b>2 400</b>		<b>2 741</b>	
<b>Total des passifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>2 400</b>	<b>2 350</b>	<b>2 741</b>	<b>1 999</b>

## 2.4.2 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

### 2.4.2.1 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables

	30.06.2021			31.12.2020		
	Juste valeur	Dont couvert en juste valeur	Dont gains ou pertes latents	Juste valeur	Dont couvert en juste valeur	Dont gains ou pertes latents
<i>(en millions d'euros)</i>						
Effets publics et valeurs assimilées	127 603	150	(1 367)	129 935	213	1 870
Obligations et autres titres de dettes	98 020	55	1 007	102 930	114	2 087
Titres de créances négociables	7 537		2	6 226		15
Autres titres	938	1	18	1 036	3	23
Créances rattachées	1 833			2 219		
<b>Instruments de dettes</b>	<b>235 931</b>	<b>206</b>	<b>(340)</b>	<b>242 346</b>	<b>330</b>	<b>3 995</b>
<b>Total des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables</b>	<b>235 931</b>	<b>206</b>	<b>(340)</b>	<b>242 346</b>	<b>330</b>	<b>3 995</b>

#### 2.4.2.1.1 Les dépréciations pour pertes de crédit attendues comptabilisées sur les actifs à la juste valeur par capitaux propres recyclables

	30.06.2021	31.12.2020
<i>(en millions d'euros)</i>		
Instruments de dettes	(379)	(380)
<b>Total des dépréciations</b>	<b>(379)</b>	<b>(380)</b>

#### 2.4.2.1.2 L'exposition au risque de crédit sur les valeurs comptables brutes des actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres recyclables

	Niveau 1 - Pertes attendues à 12 mois	Niveau 2 - Pertes attendues à maturité	Niveau 3 - Pertes attendues à maturité sur actifs douteux	Total des valeurs comptables brutes <sup>(1)</sup>
<i>(en millions d'euros)</i>				
<b>Ouverture au 01.01.2021</b>	<b>237 764</b>	<b>637</b>		<b>238 401</b>
Acquisitions	16 084	67		16 151
Remboursements	(17 986)	(327)		(18 313)
Transfert entre niveaux	(5)	5		
Autres mouvements	204	1		205
<b>Clôture au 30.06.2021</b>	<b>236 061</b>	<b>383</b>		<b>236 444</b>

(1) La valeur comptable brute des actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres recyclables est calculée hors gains et pertes latentes

### 2.4.2.1.3 Ventilation des dépréciations pour pertes de crédit attendues comptabilisées dans les capitaux propres recyclables

	Niveau 1 - Pertes attendues à 12 mois	Niveau 2 - Pertes attendues à maturité	Niveau 3 - Pertes attendues à maturité sur actifs douteux	Total des dépréciations pour pertes attendues
<i>(en millions d'euros)</i>				
<b>Ouverture au 01.01.2021</b>	<b>(370)</b>	<b>(10)</b>		<b>(380)</b>
Dotations sur acquisitions de l'exercice	(9)	(4)		(13)
Autres dotations	(40)	(4)		(44)
Reprises utilisées avec passage en perte	8			8
Reprises liées à des sorties d'actifs	42	3		45
Autres reprises non utilisées	6	1		7
Autres mouvements		(2)		(2)
<b>Clôture au 30.06.2021</b>	<b>(363)</b>	<b>(16)</b>		<b>(379)</b>

### 2.4.2.2 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres non recyclables

	30.06.2021			31.12.2020		
	Juste valeur	Dont couvert en juste valeur	Dont gains ou pertes latents	Juste valeur	Dont couvert en juste valeur	Dont gains ou pertes latents
<i>(en millions d'euros)</i>						
Actions	27 194		11 600	23 788		8 605
Autres instruments de capitaux propres	101		5	17		1
<b>Total des actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</b>	<b>27 295</b>		<b>11 605</b>	<b>23 805</b>		<b>8 606</b>

#### 2.4.2.2.1 Les actifs évalués à la juste valeur par capitaux propres non recyclables cédés sur la période

	30.06.2021			31.12.2020		
	Juste valeur à la date de la cession	Profit ou perte au moment de la cession (1)	Dividendes reçus sur la période	Juste valeur à la date de la cession	Profit ou perte au moment de la cession (1)	Dividendes reçus sur la période
<i>(en millions d'euros)</i>						
<b>Actions</b>	<b>935</b>	<b>303</b>	<b>21</b>	<b>1 360</b>	<b>651</b>	<b>7</b>
Etablissements de crédit	9	3		12	(3)	
Autres entreprises financières	105	50		131	85	
Entreprises non financières	821	250	21	1 217	569	7
<b>Autres instruments de capitaux propres</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>72</b>	<b>37</b>	
Autres entreprises financières			3	34	34	
Entreprises non financières	1	1		38	3	
<b>Total</b>	<b>936</b>	<b>304</b>	<b>24</b>	<b>1 432</b>	<b>688</b>	<b>7</b>

(1) Brut d'impôt

## 2.4.3 Titres au coût amorti

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2021	31.12.2020
Effets publics et valeurs assimilées	46 532	47 165
Obligations et autres titres à revenu fixe	6 643	6 725
Titres de créances négociables	17 384	20 680
Autres titres	133	91
Créances rattachées	686	821
Provisions pour pertes attendues	(68)	(81)
<b>Total des titres au coût amorti</b>	<b>71 310</b>	<b>75 401</b>

### 2.4.3.1 L'exposition au risque de crédit sur les valeurs comptables brutes des titres au coût amorti

<i>(en millions d'euros)</i>	Niveau 1 - Pertes attendues à 12 mois	Niveau 2 - Pertes attendues à maturité	Niveau 3 - Pertes attendues à maturité sur actifs douteux	Total des valeurs comptables brutes <sup>(1)</sup>
<b>Ouverture au 01.01.2021</b>	<b>71 823</b>	<b>3 542</b>	<b>4</b>	<b>75 369</b>
Acquisitions	4 741	283	31	5 055
Cessions	(7 161)	(1 810)	(10)	(8 981)
Transfert entre niveaux	(17)	2	15	
<b>Clôture au 30.06.2021</b>	<b>69 386</b>	<b>2 017</b>	<b>40</b>	<b>71 443</b>

(1) La valeur comptable brute des titres au coût amorti est calculée hors gains et pertes latentes

### 2.4.3.2 La ventilation des dépréciations pour pertes attendues des titres au coût amorti

<i>(en millions d'euros)</i>	Niveau 1 - Pertes attendues à 12 mois	Niveau 2 - Pertes attendues à maturité	Niveau 3 - Pertes attendues à maturité sur actifs douteux	Total des dépréciations pour pertes attendues
<b>Ouverture au 01.01.2021</b>	<b>(28)</b>	<b>(47)</b>	<b>(6)</b>	<b>(81)</b>
Dotations sur acquisitions de l'exercice		(1)		(1)
Autres dotations	(13)	(17)	(5)	(35)
Reprises utilisées avec passage en perte	27	7		34
Reprises liées à des sorties d'actif	1			1
Autres reprises non utilisées	3	3	6	12
Transferts entre niveaux	(3)	3		
Autres mouvements	(8)	10		2
<b>Clôture au 30.06.2021</b>	<b>(21)</b>	<b>(42)</b>	<b>(5)</b>	<b>(68)</b>

## 2.4.4 Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2021	31.12.2020
Comptes ordinaires débiteurs et prêts au jour le jour	12 525	52 073
Créances rattachées		7
<b>Créances à vue sur les établissements de crédit</b>	<b>12 525</b>	<b>52 080</b>
Comptes et prêts à terme	16 805	12 168
Créances à terme sur le fonds d'épargne	65 901	67 521
Titres et valeurs reçus en pension livrée	2 424	2 807
Prêts subordonnés	101	101
Créances rattachées	379	38
Dépôts de garantie	55	
Dépréciations pour pertes de crédit attendues	(2)	(3)
<b>Créances à terme sur les établissements de crédit</b>	<b>85 663</b>	<b>82 632</b>
<b>Total des prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti</b>	<b>98 188</b>	<b>134 712</b>

### 2.4.4.1 L'exposition au risque de crédit sur les valeurs comptables brutes des prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti

<i>(en millions d'euros)</i>	Niveau 1 - Pertes attendues à 12 mois	Niveau 2 - Pertes attendues à maturité	Niveau 3 - Pertes attendues à maturité sur actifs douteux	Total des valeurs comptables brutes
<b>Ouverture au 01.01.2021</b>	<b>134 715</b>			<b>134 715</b>
Versements	12 075			12 075
Remboursements	(48 538)			(48 538)
Autres mouvements	(62)			(62)
<b>Clôture au 30.06.2021</b>	<b>98 190</b>			<b>98 190</b>

### 2.4.4.2 La ventilation des dépréciations pour pertes attendues des prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti

<i>(en millions d'euros)</i>	Niveau 1 - Pertes attendues à 12 mois	Niveau 2 - Pertes attendues à maturité	Niveau 3 - Pertes attendues à maturité sur actifs douteux	Total des dépréciations pour pertes de crédit attendues
<b>Ouverture au 01.01.2021</b>	<b>(3)</b>			<b>(3)</b>
Dotations sur acquisitions de l'exercice				
Autres dotations				
Reprises utilisées avec passage en perte				
Reprises liées à des sorties d'actif				
<b>Clôture au 30.06.2021</b>	<b>(3)</b>			<b>(3)</b>

## 2.4.5 Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2021	31.12.2020
Comptes ordinaires débiteurs	2 386	2 141
Créances rattachées	44	46
Dépréciations pour pertes de crédit attendues	(86)	(72)
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	<b>2 344</b>	<b>2 115</b>
Prêts à la clientèle financière	254	580
Crédits de trésorerie	18 015	18 472
Crédits à l'équipement	57 239	55 355
Crédits au logement	88 029	86 118
Crédit export	4 041	3 727
Avances rattachées à des titres	339	294
Opérations de location financement	3 382	3 337
Titres et valeurs reçus en pension	8 613	13 193
Autres concours	4 549	4 513
Créances rattachées	532	530
Dépréciations pour pertes de crédit attendues	(1 422)	(1 379)
<b>Autres concours à la clientèle</b>	<b>183 571</b>	<b>184 740</b>
<b>Total des prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti</b>	<b>185 915</b>	<b>186 855</b>

### 2.4.5.1 L'exposition au risque de crédit sur les valeurs comptables brutes des prêts et créances sur la clientèle au coût amorti

<i>(en millions d'euros)</i>	Niveau 1 - Pertes attendues à 12 mois	Niveau 2 - Pertes attendues à maturité	Niveau 3 - Pertes attendues à maturité sur actifs douteux	Total des valeurs comptables brutes
<b>Ouverture au 01.01.2021</b>	<b>170 439</b>	<b>15 341</b>	<b>2 456</b>	<b>188 236</b>
Versements	27 185	3 075	380	30 640
Remboursements	(27 555)	(2 930)	(623)	(31 108)
Transferts entre niveaux	515	(679)	164	
Autres mouvements	54	(133)	(9)	(88)
<b>Clôture au 30.06.2021</b>	<b>170 638</b>	<b>14 674</b>	<b>2 368</b>	<b>187 680</b>

#### 2.4.5.2 La ventilation des dépréciations pour pertes attendues des prêts et créances sur la clientèle au coût amorti

	Niveau 1 - Pertes attendues à 12 mois	Niveau 2 - Pertes attendues à maturité	Niveau 3 - Pertes attendues à maturité sur actifs douteux	Total des dépréciations pour pertes de crédit attendues
<i>(en millions d'euros)</i>				
<b>Ouverture au 01.01.2021</b>	<b>(236)</b>	<b>(475)</b>	<b>(740)</b>	<b>(1 451)</b>
Dotations sur acquisitions de l'exercice	(29)	(60)	(65)	(154)
Autres dotations	(41)	(166)	(159)	(366)
Reprises utilisées avec passage en perte	6	2	10	18
Reprises liées à des sorties d'actif	13	21	61	95
Autres reprises non utilisées	140	101	102	343
Transferts entre niveaux	(94)	71	23	
Autres mouvements	1	10	(4)	7
<b>Clôture au 30.06.2021</b>	<b>(240)</b>	<b>(496)</b>	<b>(772)</b>	<b>(1 508)</b>

## 2.4.6 Comptes de régularisation, actifs et passifs divers

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2021	31.12.2020
Charges constatées d'avance et produits à recevoir	1 781	1 580
Autres comptes de régularisation	3 533	1 662
<b>Comptes de régularisation</b>	<b>5 314</b>	<b>3 243</b>
Appels de marge versés	3 597	3 864
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	2	2
Stocks et assimilés	895	897
Dépôts de garantie versés	970	877
Coûts des contrats	3	4
Actifs des contrats	154	215
Créances clients	5 640	6 161
Autres actifs divers	4 691	4 026
Dépréciations	(397)	(470)
<b>Actifs divers</b>	<b>15 555</b>	<b>15 576</b>
Part des réassureurs dans les provisions techniques	21 491	21 365
Créances nées d'opérations d'assurance et de réassurance	5 904	3 180
Prêts et avances	241	257
Actifs divers d'assurance	1 928	1 368
<b>Autres actifs d'assurance</b>	<b>29 564</b>	<b>26 170</b>
<b>Total des comptes de régularisation et actifs divers</b>	<b>50 433</b>	<b>44 989</b>

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2021	31.12.2020
Charges à payer et produits constatés d'avance	2 587	2 945
Autres comptes de régularisation	4 614	3 043
<b>Comptes de régularisation</b>	<b>7 201</b>	<b>5 988</b>
Appels de marge reçus	3 191	3 074
Dettes fournisseurs	4 284	5 159
Dettes locatives	5 197	5 248
Créditeurs divers	2 221	2 829
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	5	8
Autres passifs divers	7 124	8 064
<b>Passifs divers</b>	<b>22 022</b>	<b>24 382</b>
Dettes nées d'opérations d'assurance ou de réassurance	15 922	13 324
Passifs divers d'assurance	206	139
<b>Autres passifs d'assurance</b>	<b>16 128</b>	<b>13 463</b>
<b>Total des comptes de régularisation et passifs divers</b>	<b>45 351</b>	<b>43 833</b>

#### 2.4.6.1 L'exposition au risque de crédit sur les valeurs comptables brutes des créances clients et actifs des contrats

	Niveau 2 - Pertes attendues à maturité	Niveau 3 - Pertes attendues à maturité sur actifs douteux	Total des valeurs comptables brutes
<i>(en millions d'euros)</i>			
<b>Ouverture au 01.01.2021</b>	<b>5 952</b>	<b>424</b>	<b>6 376</b>
Augmentation	107		107
Diminution	(118)	(3)	(121)
Transfert entre niveaux			
Autres mouvements	(270)	(299)	(569)
<b>Clôture au 30.06.2021</b>	<b>5 671</b>	<b>122</b>	<b>5 793</b>

Selon l'application de la méthode simplifiée, le risque de crédit sur les créances clients et actifs sur contrat est estimé à maturité.

#### 2.4.6.2 La ventilation des dépréciations pour pertes attendues des créances clients et actifs des contrats

	Niveau 2 - Pertes attendues à maturité	Niveau 3 - Pertes attendues à maturité sur actifs douteux	Total des dépréciations pour pertes de crédit attendues
<i>(en millions d'euros)</i>			
<b>Ouverture au 01.01.2021</b>	<b>(240)</b>	<b>(165)</b>	<b>(405)</b>
Dotations sur acquisitions de l'exercice	(43)	(21)	(64)
Autres dotations	(22)		(22)
Reprise utilisée avec passage en perte	62	26	88
Reprises liées à des sorties d'actifs			
Autres reprises non utilisées			
Transfert entre niveaux			
Autres mouvements		85	85
<b>Clôture au 30.06.2021</b>	<b>(243)</b>	<b>(75)</b>	<b>(318)</b>

## 2.4.7 Actifs et passifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées

<b>Actif</b>		
<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30.06.2021</b>	<b>31.12.2020</b>
Portefeuille de titres et instruments financiers dérivés		1
Immobilisations d'exploitation	9	67
Autres actifs destinés à être cédés <sup>(1)</sup>	1 807	
<b>Actifs en cours de cession</b>	<b>1 816</b>	<b>68</b>
Autres actifs		152
<b>Actifs des activités abandonnées</b>		<b>152</b>
<b>Total des actifs non courants destinés à être cédés</b>	<b>1 816</b>	<b>220</b>
(1) Actifs du groupe Egis		
<b>Passif</b>		
<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30.06.2021</b>	<b>31.12.2020</b>
Passifs non courants destinés à être cédés <sup>(1)</sup>	1 141	127
<b>Passifs en cours de cession</b>	<b>1 141</b>	<b>127</b>
Autres dettes	5	16
<b>Dettes liées aux activités abandonnées</b>	<b>5</b>	<b>16</b>
<b>Total des passifs non courants destinés à être cédés</b>	<b>1 146</b>	<b>143</b>
(1) Passifs du groupe Egis		

La Caisse des Dépôts a initié au cours du second trimestre 2021 un processus de recherche d'un investisseur financier ayant pour vocation à devenir l'actionnaire de référence d'Egis. Cette opération aura pour conséquence la perte du contrôle de la Caisse des Dépôts sur la participation Egis.

## 2.4.8 Participations dans les entreprises mise en équivalence

			30.06.2021			31.12.2020		
			Valeur de mise en équivalence	Dont écart d'acquisition net de correction de valeur	Contribution au résultat net du Groupe CDC	Valeur de mise en équivalence	Dont écart d'acquisition net de correction de valeur	Contribution au résultat net du Groupe CDC
<i>(en millions d'euros)</i>								
<b>Pôle Caisse des Dépôts</b>			<b>3 018</b>	<b>44</b>	<b>66</b>	<b>2 718</b>	<b>10</b>	<b>98</b>
Entités du groupe CDC Habitat								
- Adoma	COE		266		1	259		24
- FLI	EA		184			182		1
Compagnie Nationale du Rhône	EA		272		47	272		46
ADL Participations	EA		63		(1)	64		(29)
Terres d'Energie	EA		90		(2)	92		7
Prédica Energies Durables	EA		147	34	1			
Verdun Participations 1	EA		81			80		1
CDC PME Croissance	COE		899		13	858		39
CDC EURO Croissance	COE		532		5	501		1
CDC TECH Croissance	COE		73			62		
CDC Croissance Durable	COE		57			54		
Autres entités MEE			354	10	2	294	10	8
<b>Pôle Gestion des Participations Stratégiques</b>			<b>2 999</b>	<b>16</b>	<b>105</b>	<b>3 065</b>	<b>16</b>	<b>208</b>
GRT Gaz	EA		971		27	1 035		53
Coentreprise de Transport d'Electricité	2.11 COE		1 790		71	1 749		150
Autres entités MEE			238	16	7	281	16	5
<b>Groupe Bpifrance</b>	<b>2.11 COE</b>		<b>13 513</b>		<b>433</b>	<b>12 017</b>		<b>(48)</b>
<b>Entités du Groupe La Poste<sup>(1)</sup></b>			<b>991</b>	<b>68</b>	<b>32</b>	<b>935</b>	<b>68</b>	<b>1 489</b>
<b>Participations dans les entreprises mises en équivalence</b>			<b>20 521</b>	<b>128</b>	<b>636</b>	<b>18 733</b>	<b>94</b>	<b>1 747</b>

EA : Entreprises Associées  
COE : Coentreprises

(1) dont GRT GAZ pour un montant de 456 M€ au 30 juin 2021 et 427 M€ au 31 décembre 2020.

## 2.4.9 Immobilisations

### 2.4.9.1 - Valeurs brutes (hors droits d'utilisation)

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2020	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	30.06.2021
Terrains	5 872	24	(9)	75	5 962
Constructions	18 798	364	(109)	526	19 579
Installations techniques et agencements	199			3	202
Forêts et réserves foncières	69				69
Subventions d'investissement	(314)			(2)	(316)
Immobilisations en cours	2 401	917	(16)	(706)	2 596
Immobilisations incorporelles de placement	10				10
<b>Immeubles de placement</b>	<b>27 035</b>	<b>1 305</b>	<b>(134)</b>	<b>(104)</b>	<b>28 102</b>
Terrains	1 570	1	(3)	2	1 570
Constructions	5 823	3	(21)	246	6 051
Installations techniques et agencements	5 952	52	(40)	58	6 022
Véhicules	2 910	137	(147)	57	2 957
Matériels informatiques	864	19	(11)	(7)	865
Avances et acomptes	42	26	(1)	(17)	50
Subventions d'investissement	(16)			(1)	(17)
Immobilisations en cours	779	479	(6)	(391)	861
Autres matériels liés à l'exploitation	4 027	48	(54)	44	4 065
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>21 951</b>	<b>765</b>	<b>(283)</b>	<b>(9)</b>	<b>22 424</b>
Logiciels	3 586	40	(10)	325	3 942
Concessions, brevets, licences	2 193	24	(5)	9	2 221
Immobilisations en cours	779	270	(1)	(439)	609
Autres immobilisations incorporelles	2 016	35	(260)	60	1 850
Valeur des accords de distribution	3 434			242	3 676
Immobilisations incorporelles de contrat d'assurance vie	844			159	1 002
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>12 852</b>	<b>369</b>	<b>(276)</b>	<b>355</b>	<b>13 300</b>

## 2.4.9.2 - Amortissements et dépréciations (hors droits d'utilisation)

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2020	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	30.06.2021
Terrains	(134)	(11)	11		(134)
Constructions	(5 223)	(299)	23	65	(5 434)
Installations techniques et agencements	(156)	(4)			(160)
Forêts et réserves foncières	(2)				(2)
Subventions d'investissement	154		4	1	159
Immobilisations en cours	(2)				(2)
Immobilisations incorporelles de placement	(10)				(10)
<b>Immeubles de placement</b>	<b>(5 373)</b>	<b>(314)</b>	<b>38</b>	<b>66</b>	<b>(5 583)</b>
Terrains	(6)	(2)	2		(7)
Constructions	(2 677)	(122)	16	3	(2 781)
Installations techniques et agencements	(4 183)	(149)	39	6	(4 287)
Véhicules	(1 700)	(139)	131	(46)	(1 752)
Matériels informatiques	(697)	(39)	11	9	(717)
Subventions d'investissement	3				3
Immobilisations en cours			2	(7)	(5)
Autres matériels liés à l'exploitation	(3 325)	(144)	47	68	(3 352)
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>(12 585)</b>	<b>(595)</b>	<b>248</b>	<b>33</b>	<b>(12 898)</b>
Logiciels	(2 901)	(194)	8	78	(3 009)
Concessions, brevets, licences	(1 655)	(22)	5	(3)	(1 675)
Immobilisations en cours	(169)	(28)	40	(32)	(189)
Autres immobilisations incorporelles	(967)	(321)	331	19	(936)
Valeur des accords de distribution	(118)	(70)		(6)	(194)
Immobilisations incorporelles de contrat d'assurance vie	(358)	(173)		(30)	(560)
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>(6 168)</b>	<b>(807)</b>	<b>384</b>	<b>27</b>	<b>(6 563)</b>

## 2.4.9.3 - Droits d'utilisation - Valeurs brutes

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2020	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	30.06.2021
Droits d'utilisation - Terrains	33				33
<b>Droits d'utilisation - Immeubles de placement</b>	<b>33</b>				<b>33</b>
Droits d'utilisation - Terrains	112	3		(2)	113
Droits d'utilisation - Constructions	6 229	27	(21)	48	6 283
Droits d'utilisation - Installations techniques et agencements	322		(4)	110	428
Droits d'utilisation - Véhicules	2 164	59	(55)	79	2 247
Droits d'utilisation - Matériels informatiques	6				6
Droits d'utilisation - Autres matériels liés à l'exploitation	145	3	(3)	(82)	63
<b>Droits d'utilisation - Immobilisations corporelles</b>	<b>8 978</b>	<b>92</b>	<b>(83)</b>	<b>153</b>	<b>9 140</b>

## 2.4.9.4 - Droits d'utilisation - Amortissements et dépréciations

(en millions d'euros)	31.12.2020	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	30.06.2021
Droits d'utilisation - Installations techniques et agencements	(2)	(1)			(3)
<b>Droits d'utilisation - Immeubles de placement</b>	<b>(2)</b>	<b>(1)</b>			<b>(3)</b>
Droits d'utilisation - Constructions	(2 935)	(376)	3	208	(3 102)
Droits d'utilisation - Installations techniques et agencements	(162)	(38)	3	8	(188)
Droits d'utilisation - Véhicules	(1 174)	(158)	3	71	(1 254)
Droits d'utilisation - Matériels informatiques		(1)			(2)
Droits d'utilisation - Autres matériels liés à l'exploitation	(104)	(12)		81	(35)
<b>Droits d'utilisation - Immobilisations corporelles</b>	<b>(4 375)</b>	<b>(585)</b>	<b>9</b>	<b>368</b>	<b>(4 581)</b>

## 2.4.9.5 - Total immobilisations et droits d'utilisation

(en millions d'euros)	31.12.2020	30.06.2021
Immeubles de placement <sup>(1)</sup>	21 693	22 549
<i>Dont droits d'utilisation</i>	31	30
Immobilisations corporelles	13 969	14 085
<i>Dont droits d'utilisation</i>	4 603	4 559
Immobilisations incorporelles	6 684	6 737
<b>Total</b>	<b>42 346</b>	<b>43 371</b>

(1) La valeur de marché estimée des immeubles de placement hors destinés à être cédés comptabilisés au coût amorti s'établit à 33 012 M€ au 30 juin 2021 contre 31 666 M€ au 31 décembre 2020. La hiérarchie de la juste valeur des immeubles de placement relève du niveau 3.

## 2.4.10 Ecarts d'acquisition

### 2.4.10.1 - Variations des écarts d'acquisition

(en millions d'euros)	31.12.2020	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions)	Pertes de valeur de la période	Autres mouvements	30.06.2021
Groupe Icade	39					39
Groupe Compagnie des Alpes	208			(1)		207
Transdev Group	639				8	647
Groupe Egis	168	37			(205)	
Groupe La Poste	110	153				263
<b>Total des écarts d'acquisition</b>	<b>1 164</b>	<b>190</b>		<b>(1)</b>	<b>(197)</b>	<b>1 156</b>

Les écarts d'acquisition du groupe Egis ont été reclassés dans la rubrique « Actifs non courants destinés à être cédés ».

Les tests de dépréciation et de sensibilité menés par les entités du groupe n'ont pas entraîné la constatation de perte de valeur au 30 juin 2021. Pour rappel, une perte de valeur d'un montant de 111 M€ avait été constaté au 31 décembre 2020 par l'entité Compagnie des Alpes.

## 2.4.11 Dettes représentées par un titre

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2021	31.12.2020
<b>Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables</b>	<b>99 677</b>	<b>92 842</b>
<b>Emprunts obligataires et assimilés</b>	<b>37 437</b>	<b>35 679</b>
<b>Total des dettes représentées par un titre</b>	<b>137 114</b>	<b>128 521</b>

## 2.4.12 Dettes envers les établissements de crédit

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2021	31.12.2020
Comptes ordinaires créditeurs et emprunts au jour le jour	1 800	1 478
Dettes à vue envers le fonds d'épargne	8 070	6 630
Dettes rattachées	(8)	2
<b>Dettes à vue</b>	<b>9 862</b>	<b>8 110</b>
Comptes et emprunts à terme	23 647	21 519
Titres et valeurs donnés en pension livrée	24 302	24 571
Dettes rattachées	9	38
<b>Dettes à terme</b>	<b>47 958</b>	<b>46 128</b>
<b>Total des dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>57 820</b>	<b>54 238</b>

## 2.4.13 Dettes envers la clientèle

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2021	31.12.2020
Livret A	66 564	64 815
Plans et comptes épargne logement	34 894	35 536
Autres comptes à régime spécial	25 132	24 203
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	<b>126 590</b>	<b>124 553</b>
Comptes ordinaires créditeurs à vue	157 899	143 449
Comptes et emprunts au jour le jour	4 559	2 881
Autres sommes dues	1 080	1 160
<b>Dettes envers la clientèle à vue</b>	<b>163 538</b>	<b>147 489</b>
Comptes et emprunts à terme	14 037	13 651
Comptes créditeurs à terme	936	122
Titres et valeurs données en pension livrée à terme	21 828	24 859
<b>Dettes envers la clientèle à terme</b>	<b>36 801</b>	<b>38 632</b>
<b>Total des dettes envers la clientèle</b>	<b>326 929</b>	<b>310 674</b>

## 2.4.14 Provisions

	31.12.2020	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	30.06.2021
<i>(en millions d'euros)</i>						
Provisions pour engagements sociaux	3 942	151	(251)	(14)	(108)	3 720
Provisions pour épargne logement	52		15	(20)		47
Provisions sur engagements et garanties	140	68	(86)	(2)	(1)	119
Provisions pour risques de contrepartie	69	24	(22)	(5)	5	71
Autres provisions	2 807	153	(170)	(32)	(10)	2 748
<b>Total des provisions</b>	<b>7 010</b>	<b>396</b>	<b>(514)</b>	<b>(73)</b>	<b>(114)</b>	<b>6 705</b>

## 2.4.15 Participations ne donnant pas le contrôle

30.06.2021								
	Pourcentage de contrôle et d'intérêt des participations ne donnant pas le contrôle	Participations ne donnant pas le contrôle			Informations financières résumées des filiales <sup>(1)</sup>			
		Résultat net de la période attribué aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Montant dans les capitaux propres en fin d'exercice des participations ne donnant pas le contrôle	Dividendes versés aux détenteurs des participations ne donnant pas le contrôle	Total bilan	Capitaux propres	Produit Net Bancaire / Chiffres d'affaires	Résultat net
<i>(en millions d'euros)</i>								
Groupe La Poste <sup>(2)</sup>	34%	422	18 713		776 493	32 079	16 857	731
Icade	60,4%	144	2 589	180	12 571	3 737	829	218
Compagnie Des Alpes	60,0%	(48)	546		1 968	651	32	(130)
Autres entités		22	533					
<b>Total</b>		<b>540</b>	<b>22 380</b>					

(1) Les informations financières résumées représentent les données des sous-groupes prises à 100% et avant élimination des opérations intragroupes

(2) Contribution du Groupe La Poste au sein du Groupe Caisse des Dépôts : La Poste, La Banque Postale, CNP Assurances

31.12.2020								
	Pourcentage des droits de vote des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Participations ne donnant pas le contrôle			Informations financières résumées des filiales <sup>(1)</sup>			
		Résultat net de la période attribué aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Montant dans les capitaux propres en fin d'exercice des participations ne donnant pas le contrôle	Dividendes versés aux détenteurs des participations ne donnant pas le contrôle	Total bilan	Capitaux propres	Produit Net Bancaire / Chiffres d'affaires	Résultat net
<i>(en millions d'euros)</i>								
Groupe La Poste <sup>(2)</sup>	34%	(106)	18 769		758 188	31 959	31 185	2 084
ICADE	60,6%	54	2 621	180	12 818	3 751	1 447	63
Compagnie Des Alpes	60,7%	(103)	467	10	1 990	790	616	(104)
Autres entités		(1)	498					
<b>Total</b>		<b>(156)</b>	<b>22 355</b>					

(1) Les informations financières résumées représentent les données des sous-groupes prises à 100% et avant élimination des opérations intragroupes

(2) Contribution du Groupe La Poste au sein du Groupe Caisse des Dépôts : La Poste, La Banque Postale, CNP Assurances

## 2.5 Activités d'assurance

### 2.5.1 Placements des activités d'assurance

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2021	31.12.2020
Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	197 632	187 678
Instruments dérivés de couverture	26	
Actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres recyclables	210 970	216 883
Titres au coût amorti	86	155
Immeubles de placement	3 138	3 083
<b>Placement des activités d'assurance</b>	<b>411 852</b>	<b>407 799</b>

#### 2.5.1.1 Actifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2021	31.12.2020
<b>Instruments de dettes</b>	<b>156 083</b>	<b>149 028</b>
Effets publics et valeurs assimilées	4 967	4 744
Obligations et autres titres à revenu fixe	16 113	17 523
OPCVM	65 115	62 680
Actifs représentatifs de contrats en UC	63 283	57 236
Prêts et avances	6 605	6 845
<b>Instruments de capitaux propres</b>	<b>41 031</b>	<b>38 120</b>
Actions et autres titres à revenu variable	36 660	34 049
Actifs représentatifs de contrats en UC	4 371	4 071
<b>Instruments dérivés</b>	<b>518</b>	<b>531</b>
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>197 632</b>	<b>187 678</b>

### 2.5.1.2 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables

	30.06.2021		
<i>(en millions d'euros)</i>	Juste valeur	Dont Dépréciation	Gains / pertes latents
Effets publics et valeurs assimilées	119 351	(57)	(1 653)
Obligations et autres titres à revenu fixe	91 619	(300)	1 210
<b>Total des instruments de dettes</b>	<b>210 970</b>	<b>(357)</b>	<b>(443)</b>
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables</b>	<b>210 970</b>	<b>(357)</b>	<b>(443)</b>
Impôts			345
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (net d'impôts) sur placements d'assurance</b>			<b>(98)</b>

	31.12.2020		
<i>(en millions d'euros)</i>	Juste valeur	Dont Dépréciation	Gains / pertes latents
Effets publics et valeurs assimilées	122 018	(56)	1 847
Obligations et autres titres à revenu fixe	94 865	(308)	2 017
<b>Total des instruments de dettes</b>	<b>216 883</b>	<b>(364)</b>	<b>3 864</b>
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables</b>	<b>216 883</b>	<b>(364)</b>	<b>3 864</b>
Impôts			(815)
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (net d'impôts) sur placements d'assurance</b>			<b>3 049</b>

## 2.5.2 Provisions techniques des entreprises d'assurance et comptabilité reflet

	30.06.2021		
<i>(en millions d'euros)</i>	Brut de réassurance	Réassurance	Net de réassurance
Contrats d'assurance non vie	9 729	853	8 876
Contrats d'assurance vie	232 460	17 127	215 333
<i>dont provisions mathématiques d'assurance vie</i>	<i>218 873</i>	<i>16 644</i>	<i>202 229</i>
Contrats financiers avec clause de PB discrétionnaire	108 899	3 252	105 647
<i>dont provisions mathématiques d'assurance vie</i>	<i>99 203</i>	<i>2 986</i>	<i>96 217</i>
Contrats financiers sans clause de PB discrétionnaire	4 030	259	3 771
<b>Provisions techniques</b>	<b>355 118</b>	<b>21 491</b>	<b>333 627</b>

	30.06.2021		
<i>(en millions d'euros)</i>	Brut de réassurance	Réassurance	Net de réassurance
Participation différée nette aux bénéfices	30 165		30 165
<b>Comptabilité reflet</b>	<b>30 165</b>		<b>30 165</b>
<b>Total provisions techniques et comptabilité reflet</b>	<b>385 283</b>	<b>21 491</b>	<b>363 792</b>

La provision pour participation différée aux bénéfices résulte de l'application de la "comptabilité reflet". Elle représente la quote-part des assurés des filiales d'assurance-vie dans les plus et moins-values latentes et les dépréciations constatées sur les actifs, lorsque la rémunération des contrats est liée à leur rendement.

	31.12.2020		
<i>(en millions d'euros)</i>	Brut de réassurance	Réassurance	Net de réassurance
Contrats d'assurance non vie	9 502	775	8 727
Contrats d'assurance vie	222 155	17 202	204 953
<i>dont provisions mathématiques d'assurance vie</i>	<i>209 680</i>	<i>16 846</i>	<i>193 014</i>
Contrats financiers avec clause de PB discrétionnaire	112 374	3 144	109 230
<i>dont provisions mathématiques d'assurance vie</i>	<i>103 133</i>	<i>2 905</i>	<i>100 228</i>
Contrats financiers sans clause de PB discrétionnaire	3 931	245	3 686
<b>Provisions techniques</b>	<b>347 961</b>	<b>21 365</b>	<b>326 596</b>

	31.12.2020		
<i>(en millions d'euros)</i>	Brut de réassurance	Réassurance	Net de réassurance
Participation différée nette aux bénéfices	31 870		31 870
<b>Comptabilité reflet</b>	<b>31 870</b>		<b>31 870</b>
<b>Total provisions techniques et comptabilité reflet</b>	<b>379 831</b>	<b>21 365</b>	<b>358 467</b>

## 2.5.3 Compte de résultat d'assurance

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30.06.2021</b>
Primes émises	16 933
Variation des primes non acquises	(159)
<b>Primes acquises</b>	<b>16 774</b>
<b>Chiffre d'affaires ou produits des autres activités</b>	<b>44</b>
<b>Autres produits d'exploitation</b>	<b>11</b>
Produits des placements nets de charges	2 942
Plus et moins-value de cession des placements	(289)
Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat	6 356
Variation des dépréciations sur placements	7
Impact de l'approche par superposition	(707)
<b>Total des produits financiers nets de charges</b>	<b>8 309</b>
<b>Total des produits des activités ordinaires</b>	<b>25 138</b>
Charges des prestations de contrats	(21 807)
Charges ou produits nets des cessions en réassurance	50
Charges et produits nets des autres activités	
Frais d'acquisition des contrats	(1 973)
Amortissement des valeurs de portefeuille, des accords de distribution et de la relation clientèle	(275)
Frais d'administration	(147)
Autres produits et charges opérationnels courants	(165)
<b>Total des produits et charges courants</b>	<b>(24 317)</b>
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>821</b>
Autres produits et charges opérationnels non courants	(4)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>817</b>
Charges de financement	(49)
Variation des valeurs des actifs incorporels	(96)
Quote-part de résultat dans les sociétés mises en équivalence	25
Impôts sur les résultats	(228)
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>469</b>
<b>Participations ne donnant pas le contrôle</b>	<b>176</b>
<b>Résultat net part du groupe</b>	<b>293</b>

## 2.5.4 Impact de l'application de l'approche par superposition pour les entités d'assurance du Groupe La Banque Postale

L'impact net de l'approche par superposition par type d'actif financier est détaillé comme suit :

	30.06.2021			
	Valeur comptable	Impact Overlay brut	Impôt différé	Impact Overlay net
<i>(en millions d'euros)</i>				
OPCVM	47 155	96	(27)	69
Actions et autres titres à revenu variable	33 119	664	(99)	565
Obligations	6 133	(3)	1	(2)
Autres actifs financiers	19 039	(50)	23	(27)
<b>Total</b>	<b>105 446</b>	<b>707</b>	<b>(102)</b>	<b>605</b>

Les impacts de l'approche par superposition sur le compte de résultat sont détaillés comme suit :

	30.06.2021		
	IAS 39	IFRS 9	Impact Overlay
<i>(en millions d'euros)</i>			
Produit net bancaire hors Overlay	82	789	
<b>Impact Overlay</b>			<b>(707)</b>
<b>Produit net bancaire</b>	<b>82</b>	<b>789</b>	<b>(707)</b>
Impôts différés	(34)	(136)	102
<b>Résultat net</b>	<b>48</b>	<b>653</b>	<b>(605)</b>

## 2.6 Engagements donnés et reçus

### 2.6.1 Engagements donnés et reçus

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2021	31.12.2020
<b>Engagements donnés</b>	<b>154 705</b>	<b>145 194</b>
<b>Engagements de financement</b>		
En faveur des établissements de crédit	7 686	8 408
En faveur de la clientèle	30 156	32 024
<b>Engagements de garantie</b>		
En faveur des établissements de crédit	1 290	1 285
En faveur de la clientèle	3 614	3 689
<b>Engagements sur titres</b>		
Titres à livrer	24 693	15 938
<b>Autres engagements donnés</b>		
En faveur des établissements de crédit	60 708	60 045
En faveur de la clientèle	26 558	23 805
<b>Engagements reçus</b>	<b>162 938</b>	<b>156 282</b>
<b>Engagements de financement</b>		
Reçus des établissements de crédit	56 786	53 933
Reçus de la clientèle		495
<b>Engagements de garantie</b>		
Reçus des établissements de crédit	48 842	47 769
Reçus de la clientèle	21 878	21 589
<b>Engagements sur titres</b>		
Titres à recevoir	4 865	2 633
<b>Autres engagements reçus</b>		
Reçus des établissements de crédit	27 840	27 199
Reçus de la clientèle	2 727	2 664

## 2.6.2 L'exposition au risque de crédit sur les engagements de financement et de garantie donnés

### 2.6.2.1 L'exposition au risque de crédit sur les engagements de financement et de garantie donnés

	Niveau 1 - Pertes attendues à 12 mois	Niveau 2 - Pertes attendues à maturité	Niveau 3 - Pertes attendues crédits douteux	Total des engagements donnés
<i>(en millions d'euros)</i>				
<b>Ouverture au 01.01.2021</b>	<b>38 883</b>	<b>6 413</b>	<b>110</b>	<b>45 406</b>
Augmentation	9 864	474	50	10 388
Diminution	(11 948)	(941)	(112)	(13 001)
Transfert entre bucket				
Autres mouvements	(51)	4		(47)
<b>Clôture au 30.06.2021</b>	<b>36 748</b>	<b>5 950</b>	<b>48</b>	<b>42 746</b>

### 2.6.2.2 La ventilation des provisions pour pertes attendues

	Niveau 1 - Pertes attendues à 12 mois	Niveau 2 - Pertes attendues à maturité	Niveau 3 - Pertes attendues crédits douteux	Total des provisions pour pertes attendues
<i>(en millions d'euros)</i>				
<b>Ouverture au 01.01.2021</b>	<b>(64)</b>	<b>(60)</b>	<b>(16)</b>	<b>(140)</b>
Dotations sur mouvements de l'exercice	(19)	(1)	(1)	(21)
Autres dotations	(27)	(15)	(4)	(46)
Reprises utilisées avec passage en perte	19	58	7	84
Autres reprises non utilisées				
Autres mouvements	4		1	5
<b>Clôture au 30.06.2021</b>	<b>(87)</b>	<b>(18)</b>	<b>(13)</b>	<b>(118)</b>

## 2.7 Juste valeur des instruments financiers

### 2.7.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti

	30.06.2021		31.12.2020	
	Valeur comptable	Valeur de marché estimée	Valeur comptable	Valeur de marché estimée
<i>(en millions d'euros)</i>				
<b>Actif</b>				
Titres au coût amorti	71 310	74 592	75 401	80 234
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	98 188	98 310	134 712	134 853
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	185 915	183 958	186 855	185 867
<b>Total des actifs financiers comptabilisés au coût amorti</b>	<b>355 413</b>	<b>356 860</b>	<b>396 968</b>	<b>400 954</b>
<b>Passif</b>				
Dettes représentées par un titre	137 114	137 013	128 521	128 829
Dettes envers les établissements de crédit	57 820	57 992	54 238	54 348
Dettes envers la clientèle	326 929	321 875	310 674	307 567
Dettes subordonnées	10 803	11 119	10 325	10 587
<b>Total des passifs financiers comptabilisés au coût amorti</b>	<b>532 666</b>	<b>527 999</b>	<b>503 758</b>	<b>501 331</b>

## 2.7.2 Information sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

	Cotation sur un marché actif : Niveau 1	Techniques de valorisation utilisant des données observables : Niveau 2	Techniques de valorisation utilisant des données non observables : Niveau 3	Total 30.06.2021
<i>(en millions d'euros)</i>				
<b>Actifs financiers valorisés à la juste valeur</b>				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Classement obligatoire	91 829	29 288	24 284	145 401
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option	5 570	31	470	6 071
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	63 121	4 483	49	67 653
Instruments financiers dérivés de transaction		1 455	12	1 467
Instruments financiers dérivés de couverture		6 839	201	7 040
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	220 430	14 237	1 342	236 009
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	25 063	1 743	411	27 217
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux - actif		240		240
<b>Total des actifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>406 014</b>	<b>58 314</b>	<b>26 769</b>	<b>491 097</b>
<b>Passifs financiers valorisés à la juste valeur</b>				
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	585	1 707		2 292
Instruments financiers dérivés de transaction		2 350	108	2 458
Instruments financiers dérivés de couverture		7 613	391	8 004
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux - passif		271		271
<b>Total des passifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>585</b>	<b>11 941</b>	<b>499</b>	<b>13 026</b>

	Cotation sur un marché actif : Niveau 1	Techniques de valorisation utilisant des données observables : Niveau 2	Techniques de valorisation utilisant des données non observables : Niveau 3	<b>Total</b> <b>31.12.2020</b>
<i>(en millions d'euros)</i>				
<b>Actifs financiers valorisés à la juste valeur</b>				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Classement obligatoire	143 789	37 535	23 627	204 951
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option	5 613	30	487	6 130
Instruments financiers dérivés de transaction		1 453	19	1 472
Instruments financiers dérivés de couverture		8 492	325	8 817
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	227 722	13 027	1 598	242 347
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	21 547	1 517	741	23 805
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux - actif		128		128
<b>Total des actifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>398 671</b>	<b>62 182</b>	<b>26 797</b>	<b>487 650</b>
<b>Passifs financiers valorisés à la juste valeur</b>				
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	593	1 406		1 999
Instruments financiers dérivés de transaction		2 595	146	2 741
Instruments financiers dérivés de couverture	1	9 491	587	10 079
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux - passif	11	4	8	23
<b>Total des passifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>605</b>	<b>13 496</b>	<b>741</b>	<b>14 842</b>

• Les instruments financiers du groupe Caisse des Dépôts sont évalués en partie par référence à la « Cotation sur un marché actif » directement utilisable (Niveau 1 de la hiérarchie).

Sont ainsi concernés :

- les actions, évaluées en fonction des cours de leur place de cotation de référence ;
- les obligations, EMTN, BMTN : pour chaque titre, une recherche du cours le plus récent est effectuée sur l'ensemble des places de cotation, que celles-ci correspondent à des bourses officielles, des brokers, des salles de marché ou des plates-formes transactionnelles ;
- les OPCVM et parts de fonds détenus, à partir de leur valeur liquidative ;
- les BTAN, à partir des taux de cotation centralisés par la Banque de France ;
- les instruments dérivés traités sur les marchés organisés (futures, options...).

• Les instruments financiers évalués selon des « Techniques de valorisation utilisant des données observables » (Niveau 2 de la hiérarchie) regroupent les instruments pour la valorisation desquels des références de prix doivent être recherchées sur :

- des instruments similaires cotés sur un marché actif, du même émetteur ou du garant. Dans ce cas, les prix et autres données observables du marché sont utilisés et un ajustement peut être réalisé pour prendre en compte le degré d'illiquidité du titre ;
- ou des instruments identiques ou similaires cotés sur un marché non actif mais pour lesquels des transactions régulières peuvent être observées, ou encore des instruments dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables et des modèles standards.

Sont ainsi concernés :

- les titres structurés valorisés par le groupe, un arrangeur ou un valorisateur externe ;
- les instruments dérivés traités sur des marchés de gré à gré ;
- les TCN autres que BTAN, évalués à partir d'une courbe zéro coupon majorée d'un spread.

La qualification des dérivés repose sur une analyse combinée de l'observabilité des données de marché utilisées dans la valorisation et de la robustesse des modèles de valorisation mesurée en terme d'efficacité à fournir une valorisation dans le consensus de marché. Il ressort de cette application que les dérivés utilisés par le Groupe CDC en couverture de ses activités sont principalement de niveau 2.

• Les instruments financiers évalués selon des « Techniques de valorisation utilisant des données non observables » (Niveau 3 de la hiérarchie) regroupent les instruments dont l'évaluation fait principalement appel à des paramètres inobservables. Un paramètre inobservable est défini comme un paramètre dont la valeur résulte d'hypothèses ou de corrélations ne reposant ni sur des prix de transactions observables sur le même instrument à la date de valorisation, ni sur les données de marché observables disponibles à cette date.

Il s'agit principalement des titres de participation non cotés, des instruments financiers de titrisation, et des dérivés de couverture. La valeur de marché des titres de participation non cotés classés en actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres est déterminée par référence à certains critères tels que l'actif net, les perspectives de rentabilité et l'actualisation de cash flows futurs.

## 2.7.3 Variation du solde des instruments financiers valorisés à la juste valeur selon une technique utilisant des données non observables (Niveau 3)

	Actifs financiers désignés à la juste valeur par résultat	Actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	Instruments financiers dérivés de couverture	Total
<i>(en millions d'euros)</i>					
<b>Solde au 01.01.2020</b>	<b>5 049</b>		<b>467</b>		<b>5 516</b>
Acquisitions	5 074	1 065	90	91	6 320
Cessions et remboursements	(2 330)		(90)		(2 420)
Transferts vers niveau 3 (entrées)	(138)	(50)			(188)
Transferts hors niveau 3 (sorties)	(2)				(2)
Gains et Pertes de la période comptabilisés en capitaux propres		14	(70)		(56)
Gains et Pertes de la période comptabilisés en résultat	(205)			(9)	(214)
Effets des variations de périmètre & autres	16 685	569	344	243	17 841
<b>Solde au 31.12.2020</b>	<b>24 133</b>	<b>1 598</b>	<b>741</b>	<b>325</b>	<b>26 797</b>
Acquisitions	3 030	127	5	7	3 169
Cessions et remboursements	(1 446)			(93)	(1 539)
Transferts vers niveau 3 (entrées)	(112)	(284)			(396)
Transferts hors niveau 3 (sorties)	(4)		(5)		(9)
Gains et Pertes de la période comptabilisés en capitaux propres		(100)	25		(75)
Gains et Pertes de la période comptabilisés en résultat	397			(38)	359
Effets des variations de périmètre & autres <sup>(1)</sup>	(1 183)		(357)		(1 540)
<b>Solde au 30.06.2021</b>	<b>24 815</b>	<b>1 341</b>	<b>409</b>	<b>201</b>	<b>26 766</b>

(1) Correspond principalement à une correction d'ouverture de CNP assurances

## 2.8 Réforme des taux d'intérêt de référence

Le Règlement Benchmark UE 2016/1011, également appelé BMR (« Benchmark Regulation ») est la réponse législative européenne pour renforcer le cadre réglementaire applicable aux taux d'intérêt de référence, et en particulier les taux IBORs (InterBank Offered Rates). La réforme des taux d'intérêt de référence s'entend du remplacement ou du changement de mode de détermination, à l'échelle d'un marché, d'un taux d'intérêt de référence actuel par un taux de référence alternatif. Elle va toucher des taux de la zone euro (EONIA, EURIBOR) mais également hors zone Euro (LIBOR).

Ce règlement est applicable depuis le 1er janvier 2018, mais une période transitoire pour son application a été prévue en raison des complexités opérationnelle et juridique. La date limite pour utiliser les nouveaux taux de référence respectant le BMR est fixée au 1er janvier 2022.

Le Groupe Caisse des Dépôts a mis en place, au niveau de chaque entité concernée, une organisation pour instruire opérationnellement les différents impacts de la mise en conformité avec cette réglementation et la disparition de certains taux de référence.

### Actifs et passifs financiers impactés par la réforme des taux d'intérêt de référence

(en millions d'euros)	Exposition en date du 30 juin 2021		
	Capital restant dû		Notionnels
	Actifs financiers (hors dérivés) impactés par la réforme	Passifs financiers (hors dérivés) impactés par la réforme	Dérivés impactés par la réforme
Taux d'intérêt de référence actuel			
EONIA	5 828	558	5 836
EURIBOR	13 245	1 036	18 130
LIBOR GBP	245		459
LIBOR USD	331	76	3 540
LIBOR CHF	218		1 122
LIBOR JPY	215		306
Autres	17	2 080	17

---

## 2.9 Facteurs de risques

---

Avec l'intégration des groupes La Poste et SFIL en 2020, les risques liés aux instruments financiers sont désormais principalement portés par la Caisse des Dépôts Section Générale, La Banque Postale et SFIL qui ont chacun leur propre méthode de mesure des risques liés aux instruments financiers.

### 2.9.1 Risque de crédit

#### 2.9.1.1 Impacts de la crise COVID-19

Pour mémoire, le Groupe CDC s'est fortement mobilisé via ses différentes entités pour soutenir l'économie française. S'agissant plus particulièrement des activités de crédit portées par la Banque des Territoires de la CDC, par La Banque Postale (LBP) et par SFIL, plusieurs mesures, éventuellement articulées avec les dispositifs publics exceptionnels de soutien aux entreprises et aux particuliers, ont été mises en place :

Par la Banque des Territoires : report possible des remboursements de crédits pour les professions juridiques (« moratoires ») jusqu'au 15/09/2021 sans pénalités ni coûts additionnels de reports d'échéance. Au 30/06/21, 45 % des moratoires (en montant) étaient déjà régularisés.

Par LBP :

- Report jusqu'à six mois des remboursements de crédits pour les entreprises et les particuliers (« moratoires »), s'accompagnant de la suppression des pénalités et des coûts additionnels de reports d'échéances ; ce dispositif de « moratoires » n'a pas été renouvelé par LBP et au 30/06/2021, **seulement 3,4% des expositions personnes physiques comme personnes morales mis sous moratoires le demeuraient encore.**
- Octroi de prêts garantis par l'Etat (« PGE »).
- Octroi de prêts participatifs de relance (« PPR »).

Par SFIL :

- Report jusqu'à 6 mois pour les hôpitaux publics, sans facturation d'intérêts de retard et de pénalités, pour leurs échéances de prêts comprises entre le 12 mars 2020 et le 30 juin 2020.
- Délais de paiement accordés au cas par cas à certaines collectivités locales ou entités du secteur public français.

#### Impact de la crise sur l'évaluation du risque de crédit

Les directions des risques des entités du Groupe Caisse des Dépôts ont poursuivi au premier semestre les travaux engagés en 2020 avec pour objectif de disposer d'un niveau de coût du risque reflétant la réalité des risques des portefeuilles de crédit à la clientèle, et des portefeuilles de titres de dettes.

Ces travaux ont reposé à la fois sur l'application des procédures en vigueur pour identifier les dégradations significatives de risques (règles de classification dans les « buckets » de la norme IFRS 9), et sur des évaluations spécifiquement conduites au regard des impacts potentiels du Covid-19 (processus de *watchlist* et mesures sectorielles, identification des moratoires « à risque »).

En conséquence, il est possible de présenter les impacts de la pandémie de COVID-19 (et ses conséquences macro-économiques) sur l'évaluation du risque de crédit pour le groupe Caisse des Dépôts selon deux grandes catégories :

- Des impacts généraux pour les expositions ayant fait l'objet d'une recalibration des modèles et scénarios sous-jacents au calcul des provisions statistiques desdites expositions.

- Des impacts spécifiques individuels ou sectoriels, après réalisation d'une revue analytique de l'ensemble de ses portefeuilles clients et de titres.

**Pour les deux dimensions, des éléments détaillés sont produits par La Banque Postale et la SFIL dans leurs rapports financiers individuels. Les éléments ci-après sont une synthèse des principales évolutions au sein du Groupe Caisse des dépôts.**

Concernant les mesures générales d'ajustement des provisions statistiques, les modèles de « Probabilité de défaut » utilisés dans les calculs de provisions IFRS9 ont évolué de la manière suivante, selon les entités et typologies de risques :

- Pas de réajustement des modèles et scénarios de calcul des provisions depuis décembre 2020 lorsqu'il est considéré que les modèles en vigueur et ces scénarios capturent convenablement le niveau de risque systémique induit par la pandémie et demeurent appropriés au regard des projections effectuées par les grands organismes de prévision, et dans le contexte actuel d'incertitude sur une possible reprise épidémique (« 4<sup>ème</sup> vague »). C'est l'option retenue pour les segments Personnes physiques et Personnes morales chez LBP, ainsi que pour le segment Collectivités locales françaises chez SFIL.
- Recalibrage des Probabilités de défaut au premier semestre 2021, via l'intégration des scénarios macro-économiques réajustés, option retenue pour les segments Professions juridiques et Portefeuilles financiers gérés par la Section générale de la CDC. En dehors de cette actualisation, les modèles n'ont pas nécessité d'ajustement significatif par rapport à décembre 2020.

### Portefeuilles Clients

Les effets de la crise de Covid-19 ont eu jusqu'à présent un impact limité sur les principaux segments d'expositions de crédit à la clientèle du groupe Caisse des Dépôts. Bien que des incertitudes persistent sur la durée de la crise, et la profondeur de ses impacts sur l'économie, la progression de la vaccination en particulier en France et en Europe devrait permettre de confirmer les perspectives positives de rebond de l'activité économique. Dans ce contexte, le groupe Caisse des dépôts n'anticipe pas de dégradation massive du profil de risque de ses portefeuilles Clients dans les mois qui viennent. Toutefois, le groupe considère que des impacts significatifs peuvent encore survenir, en particulier sur les périmètres des Personnes physiques et Personnes morales, segments principalement gérés par La Banque Postale.

- Personnes physiques (périmètre La Banque Postale) : la crise pourrait dans les prochains mois avoir un impact significatif sur le profil de risque de crédit de son portefeuille Personnes Physiques, et La Banque Postale demeure prudente, en maintenant les mesures d'ajustement exceptionnel mises en place sur certains paramètres (perte en cas de défaut des crédits immobiliers garantis par une hypothèque) notamment. Au 30 juin 2021, le profil des expositions de crédit aux Personnes Physiques ne présente pas d'évolution notable. Les effets de la crise n'ayant pas encore d'impact significatif sur la structure des expositions de La Banque Postale. Dans ce cadre, l'évolution du coût du risque sur le premier semestre 2021 est très faible, à 20,3 millions d'euros (hors monétique) principalement lié à l'activité de crédit à la consommation (18 millions d'euros), où il reste également à un niveau modéré (67bp). A noter toutefois que le reclassement des expositions sous moratoires en Bucket 1 contribue à expliquer ce faible niveau de coût du risque (-8 millions d'euros).
- Personnes morales (périmètre La Banque Postale) : Pour son arrêté semestriel, La Banque Postale a mis en œuvre une approche de provisionnement visant à éviter une procyclicité excessive et à s'assurer que le risque de crédit est reflété de manière adéquate, fondée sur les observations réalisées sur le portefeuille et l'expertise de la Direction des Risques du Groupe LBP. Ainsi, au 30 juin 2021, le coût du risque de crédit au titre de l'activité de Financement et d'Investissement Personnes Morales demeure la résultante :

- du processus de surveillance des expositions de la banque,
- des prises de décisions spécifiques de provisionnement dans les comités dédiés aux dossiers en souffrance et sous surveillance (dossiers Watchlist et/ou dégradés classés en Bucket 2 et dossiers en défaut en Bucket 3 IFRS9) ;
- de l'application de dispositions de provisionnement collectif (sectoriel ou autre).

Sur ce dernier volet, au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre 2021, La Banque Postale a fait le choix, après observation des effets de la crise COVID, de conserver ou amplifier les mesures de provisionnement collectif mises en œuvre en fin d'année 2020 et même d'élargir cette approche à un secteur additionnel. En synthèse, au 30 juin 2021, les secteurs soumis à une mesure sectorielle sont donc :

- le secteur du Tourisme, de l'hôtellerie et des Loisirs,
- le Transport privé de passagers aérien et terrestre,
- le secteur de l'énergie photovoltaïque en France pour cause de révision des conditions tarifaires,
- certains segments de la Distribution,
- l'Automobile,
- le secteur de l'immobilier commercial (secteur ajouté au 30 juin), à l'exception des actifs à usage commercial de centre-ville.

Les expositions concernées font l'objet d'un déclassement en « Bucket 2 » IFRS9 puisque La Banque Postale estime qu'elles ont subi une dégradation du risque depuis leur entrée en portefeuille.

Ainsi, au 30 juin 2021, le coût du risque de crédit au titre de l'activité de Financement et d'Investissement Personnes Morales s'établit à 70,4 millions d'euros. Il est considéré que la crise Covid-19 a un impact sur celui-ci de l'ordre de 36 millions d'euros, et ce montant est intégralement dû à des mouvements de dotations ou reprises de provisions collectives (+33 millions d'euros sur le secteur de l'immobilier commercial, +25 millions d'euros sur le photovoltaïque, -22 millions d'euros de reprises sur d'autres provisions sectorielles).

- Professions juridiques (périmètre Section générale de la CDC) : l'impact de la crise Covid se traduit essentiellement par les contrats ayant fait l'objet de reports d'échéance. Le processus de surveillance et d'analyse des dossiers concernés ont conduit à déclasser 4 % des moratoires (en montant) en catégorie sensible (bucket 2), et 9 % ont été déclassés en bucket 3. Les ECL en bucket 2 restent non significatives (2 M€). Les échéances encore couvertes par le moratoire s'élèvent à 14 M€, à comparer à un total de 26 M€ au pic de la mesure.
- Collectivités locales françaises (périmètre SFIL) : le portefeuille a été faiblement impacté par la crise, en particulier sur le segment des collectivités locales françaises (65 clients avaient sollicité un moratoire en 2020, quasiment tous les dossiers sont désormais régularisés. Sur ce segment, bien que la situation soit différente selon le type de collectivité (les impacts de la crise devraient être un peu plus significatifs pour les Départements), les impacts 2021 et 2022 devraient rester faibles, grâce aux mesures de soutien public et de plan de relance.
- Secteur de la croisière (crédit export, périmètre SFIL) : le secteur a été violemment impacté par la crise sanitaire, et ses perspectives restent incertaines. Les expositions à ce segment sont garanties à 100% par BPI Assurance Export au nom et pour le compte de l'Etat en principal et en intérêts. Au 30/06/21, les expositions aux croisiéristes ont été maintenues en watchlist, et les expositions afférentes maintenues en Bucket 2.

## Portefeuilles de Titres (périmètre Section générale)

Concernant la Section générale de la CDC, conformément aux dispositions réglementaires et comptables en vigueur, la Caisse des Dépôts a mis en œuvre une approche de provisionnement prudente et équilibrée afin de tenir compte des éléments connus de la crise reposant sur l'analyse du portefeuille par la Direction des Risques du Groupe.

Ainsi, au 30 juin 2021, le coût du risque de crédit est la résultante :

- du processus de surveillance des expositions en portefeuille,
- des prises de décisions spécifiques de dégradations de notes internes ou de placement en Watchlist (généralisant un classement en « bucket 2 ») suite à revues d'analyses financières.

A noter que le mécanisme de provisionnement collectif mis en place entre juin et décembre 2020 (déclassement en « bucket 2 » de l'ensemble des contreparties rattachées aux secteurs industriels fragilisés par la crise) a été suspendu, les revues d'analyses financières individuelles réalisées au premier semestre ayant permis d'actualiser de manière fine les prévisions de déformation des risques.

Les revues réalisées montrent que sur le semestre, les contreparties du portefeuille montrent une bonne résistance avec 9,3% des notations internes ayant été dégradées. Toutefois, les incertitudes encore nombreuses engendrent une proportion importante de perspectives négatives (30% du nombre total de contreparties à fin juin), qui pourraient se transformer en abaissement de notes dans les 12 à 18 mois. S'agissant spécifiquement des émetteurs Souverains, les impacts de la crise à horizon 1 an paraissent gérables malgré la forte hausse des ratios de dette publique, tant que la politique monétaire restera accommodante et permettra de maintenir le service de la dette à des niveaux soutenables. Dans l'absolu, les niveaux de dettes publiques restent un facteur de risque important à horizon moyen terme.

La fin du mécanisme de provisionnement collectif, et la bonne résistance globale des notations internes, ont conduit au reclassement de plusieurs contreparties en bucket 1, et à une reprise de 10 M€ d'ECL sur le bucket 2.

### **Impact de la crise sur les pratiques de gestion**

Le groupe Caisse des Dépôts a maintenu de manière globalement inchangée ses procédures et règles de gestion qu'il s'agisse des décisions d'engagement ou du suivi des portefeuilles. Toutefois, un suivi spécifique des clients bénéficiaires de moratoires a été mis en place dans toutes les Entités du groupe, afin de contrôler la reprise des paiements au terme de la période de report. Les bénéficiaires de moratoires déclassés en bucket 2 ou 3 font l'objet d'une revue périodique trimestrielle.

Concernant les modèles de notation et de provisions, aucun changement ou ajustement significatif n'a été effectué. Enfin, concernant l'évaluation continue de la robustesse des modèles, les procédures de backtestings n'ont pas été modifiées.

### **Forward Looking**

Conformément à la norme IFRS 9, les pertes de crédit attendues prennent en compte les effets de la conjoncture économique future : le « forward looking » repose sur une approche modélisée pouvant être complétée par une approche à jugement d'expert. Les éléments de cadrage macro-économiques s'appliquent à l'ensemble des Entités du Groupe Caisse des dépôts, mais chaque entité en assure la déclinaison pour chacun de ses segments d'exposition de manière à refléter le risque futur de la manière la plus précise possible. Certains segments nécessitent l'utilisation de scénarios ad-hoc compte tenu de leur spécificité, c'est le cas de SFIL pour les expositions aux collectivités locales françaises par exemple, pour lesquelles les modèles forward looking utilisés visent à projeter les principales variables susceptibles d'affecter les comptes des collectivités (bases fiscales, dotations d'Etat, tendances d'investissement, etc.).

Le cadrage macro-économique utilisé au sein du Groupe repose sur quatre scénarios : un scénario central, deux scénarios alternatifs et un scénario haussier. Ils sont définis par les Départements des études économiques de la Caisse des dépôts et de La Banque Postale. L'horizon des prévisions de la conjoncture économique retenu est de cinq ans, les principes suivants s'appliquent :

- Les scénarios retenus sont des scénarios économiques globaux et cohérents. Ils s'appliquent uniformément sur l'ensemble des segments d'expositions avec des impacts potentiellement opposés sur certains segments de contreparties, reflétant ainsi la diversification du portefeuille (à titre d'illustration, il n'est pas possible, dans un scénario donné, de disposer d'une projection de taux d'intérêt différent pour mesurer les probabilités de défaut life time de la clientèle de détail, et celles de la clientèle souveraine) ;
- Les scénarios proposés ne sont pas des scénarios stressés : il n'est pas cherché à travers les scénarios IFRS 9 à quantifier des risques de pertes dans un environnement très dégradé dont la probabilité d'occurrence est très faible au regard de la situation macroéconomique en vigueur à date d'estimation, mais plutôt recherché des scénarios plausibles d'une manière générale, dont la probabilité d'occurrence s'écarte d'un écart type de la probabilité d'occurrence du scénario central.
- Les scénarios retenus sont généralement des scénarios utilisés dans d'autres processus régaliens de l'établissement (programmation financière pluriannuelle, etc.), pour garantir une cohérence d'ensemble élevée en matière de pilotage financier et une bonne capacité de consolidation à un niveau Groupe.

Ces scénarios sont documentés, et comportent des projections pour l'ensemble des variables macroéconomiques nécessaires au fonctionnement des modèles développés pour obtenir des PD à maturité. La probabilité d'occurrence de chaque scénario est proposée par les économistes du Groupe.

Le dispositif s'appuie sur plusieurs modèles, correspondant à des segments homogènes de contreparties (par exemple, un modèle pour l'ensemble des établissements financiers européens). L'ensemble des modèles utilisés dans le dispositif IFRS 9 fait l'objet au sein de chaque Entité du Groupe d'une revue indépendante par les équipes de validation des modèles et est validé en Comités de Validation des Modèles avant utilisation.

Les scénarios actualisés, et intégrés par la Section générale dans ses traitements de calcul des provisions en norme IFRS 9 ont été réactualisés au printemps 2021, les hypothèses retenues sont les suivants :

- Scénario central : après une récession sévère en France en 2020 due au choc Covid-19 (chute du PIB de 8,2 %), la reprise de l'activité post-confinement associée aux effets de la campagne de vaccination et aux divers plans de soutien monétaires et budgétaires annoncés à date se traduirait par un sensible rebond du PIB en 2021 de l'ordre de +4 % qui se poursuivrait en 2022 (+3,5 %). A moyen terme, les stigmates de la crise (faillites, chômage, aversion pour le risque, poids de la dette) pèseraient pendant la reprise, de sorte que le PIB ne retrouverait son niveau pré-crise de 2019 que courant 2023, et reviendrait à son niveau potentiel qu'en 2025. Au-delà de la volatilité infra annuelle due aux effets de base, le contexte serait globalement peu inflationniste vu la persistance attendue des déséquilibres sur les marchés du travail et des biens et services (au niveau agrégé la hausse des salaires et des coûts serait ainsi très progressive), incitant à une politique monétaire durablement expansionniste (taux directeurs bas, achats d'actifs prolongés) : les taux d'intérêt resteraient de ce fait à un bas niveau. Les rendements resteraient faibles sur les marchés financiers au regard des rendements historiques, étant entendu qu'autour de ce scénario les cours des actifs pourraient toutefois connaître des perturbations et une déconnexion à leurs fondamentaux du fait du contexte de liquidités amples

Variables scénario central	2022	2023	2024	2025	2026
Inflation Etats-Unis	2,1	2,1	2,1	2	2
PIB Etats-Unis	3	2	1,8	1,7	1,7
PIB zone euro	3	1,7	1,3	1,2	1,1
Prix du Brent en €	50	50,4	50,8	51,2	51,2
Prix du Brent en USD	61,5	62,5	63,5	64,5	65,0
Spread corporate BBB zone euro en point de base	85	70	75	85	95
Taux de chômage Etats-Unis	5,3	4,9	4,7	4,6	4,5
Taux de chômage zone euro	9,3	9	8,7	8,6	8,5
Taux directeur dépôt (zone euro)	-0,5	-0,5	-0,5	-0,4	-0,15
Taux directeur (Etats-Unis)	0,25	0,25	0,5	1	1,5

• Scénario adverse dit « en L » :

Le scénario dégradé de cycle économique « en L » est destiné à stresser les activités financières du Groupe. Il intègre un choc récessif du PIB (de nature sanitaire, financière ou conjoncturelle), avec baisse des marchés actions et des taux d'intérêt en 2022. La croissance potentielle est affaiblie après le choc, limitant le rebond conjoncturel, de sorte que les taux d'intérêt resteraient structurellement bas. Les projections de ce scénario sont synthétisées ci-dessous :

Variables scénario en L	2022	2023	2024	2025	2026
Inflation Etats-Unis	0,4	0,5	0,7	0,8	0,8
PIB Etats-Unis	-1,5	0	1	1	1
PIB zone euro	-1	0	0,6	0,6	0,6
Prix du Brent en €	22,6	17,2	17,2	17,2	17,2
Prix du Brent en USD	32,7	26,2	26,2	26,2	26,2
Spread corporate BBB zone euro en point de base	300	200	100	100	100
Taux de chômage Etats-Unis	6,3	7,7	8,1	8,1	8
Taux de chômage zone euro	10,9	11,7	11,9	12	12
Taux directeur dépôt (zone euro)	-1	-1	-1	-1	-1
Taux directeur (Etats-Unis)	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25

• Le scénario dégradé de « krach obligataire » vise notamment à stresser les activités immobilières du Groupe (dépôts des notaires, investissements immobiliers...). Il illustre une crise durable type « crise des dettes souveraines » avec pentification de la courbe des taux, hypothèse permettant de contraindre durablement le marché immobilier et les dépôts des notaires.

Ce scénario et ses projections sont détaillées ci-dessous :

Variables scénario Krach Obligataire	2022	2023	2024	2025	2026
Inflation Etats-Unis	1	1,2	1,4	1,6	1,6
PIB Etats-Unis	0,9	1,3	1,5	1,6	1,7
PIB zone euro	-1	0	0,6	0,6	0,6
Prix du Brent en €	41,4	37,2	37,2	37,2	37,2
Prix du Brent en USD	47,6	42,8	42,8	42,8	42,8
Spread corporate BBB zone euro en point de base	300	300	300	300	300
Taux de chômage Etats-Unis	5,7	5,5	5,4	5,3	5,2
Taux de chômage zone euro	10,9	11,7	11,9	12	12
Taux directeur dépôt (zone euro)	-1	-1	-1	-1	-1
Taux directeur (Etats-Unis)	0,25	0,25	0,25	0,5	0,75

- Scénario haussier : Ce scénario positif suppose que la crise sanitaire s'apaise plus rapidement qu'en scénario central, grâce notamment à des campagnes de vaccination efficaces qui conduisent à une levée plus précoce des mesures prophylactiques, aussi bien aux États Unis qu'en Europe. Le niveau d'activité d'avant crise est donc rattrapé plus rapidement que dans le scénario central, dit autrement, le scénario central se déroulerait en « accéléré ».

Variables scénario haussier	2022	2023	2024	2025	2026
Inflation Etats-Unis	2,3	2,4	2,4	2,3	2,3
PIB Etats-Unis	4	2,5	2,1	1,8	1,7
PIB zone euro	4	2,4	1,8	1,5	1,1
Prix du Brent en €	52,2	51,6	53,5	53,7	53,9
Prix du Brent en USD	64	64	66,9	67,7	68,5
Spread corporate BBB zone euro en point de base	75	85	95	96	98
Taux de chômage Etats-Unis	4,8	4	3,8	3,6	3,5
Taux de chômage zone euro	9	8,4	7,9	7,7	7,6
Taux directeur dépôt (zone euro)	-0,5	-0,4	-0,2	0,1	0,5
Taux directeur (Etats-Unis)	0,3	0,5	1	1,5	2

La probabilité d'occurrence de chacun de ces scénarios utilisés dans la modélisation IFRS 9 est résumée dans le tableau ci-dessous ; pour la première fois, un scénario haussier est modélisé, pour une probabilité de survenance estimée à 20%. L'utilisation de ce scénario entraîne une modification des pondérations des scénarios central et alternatif en L, le scénario de krach obligataire restant affecté d'une probabilité de survenance assez faible.

Scénarios	Scénarios	Scénarios
	2022-2026	2021-2025
Central	60%	75%
Alternatif en L	15%	19%
Krach obligataire	5%	6%
Haussier	20%	NA

L'utilisation des nouveaux scénarios macro-économique entraîne une légère baisse des probabilités de défaut sur la majorité des segments d'expositions du périmètre Section générale, dû aux niveaux des projections des facteurs systémiques qui sont plus bas qu'en 2020 compte tenu des prévisions macro-économiques plus optimistes, en lien avec les politiques de gestion de la crise. L'impact sur les ECL reste toutefois modéré, les évolutions de celles-ci étant surtout liées aux reclassements de Bucket 2 vers Bucket 1, en particulier suite à l'abandon du dispositif de mise sous surveillance de plusieurs secteurs d'activité.

### 2.9.1.2 Exposition maximale au risque de crédit

L'exposition maximale au risque correspond à la valeur comptable des prêts et créances, des instruments de dettes et des instruments dérivés, nette de tout montant compensé et de toute perte de valeur comptabilisée.

#### Exposition maximale au risque de crédit

	30.06.2021			
	Valeur comptable nette des ECL	Garanties, collatéraux et autres rehaussements de crédit	Exposition maximale au risque de crédit (sans garanties)	Provisions ECL
<i>(en millions d'euros)</i>				
Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat - instruments de dette	96 056	(4 205)	91 851	
Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat - prêts et engagements	12 804	(1 132)	11 672	
Instruments financiers dérivés de couverture	7 040	(2 072)	4 968	
Instruments de dettes à la juste valeur par capitaux propres recyclables	235 931	(147)	235 784	(379)
Titres au coût amorti	71 310		71 310	(68)
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	98 188	(15 020)	83 168	(3)
Prêts et créances à la clientèle au coût amorti	185 915	(88 816)	97 099	(1 508)
<b>Exposition des engagements au bilan nets de dépréciations</b>	<b>707 244</b>	<b>(111 392)</b>	<b>595 852</b>	<b>(1 958)</b>
Engagements de financement	37 842	(5 412)	32 430	(101)
Engagements de garantie donnés	4 904		4 904	(17)
<b>Exposition des engagements hors bilan nets des provisions</b>	<b>42 746</b>	<b>(5 412)</b>	<b>37 334</b>	<b>(118)</b>
<b>Total de l'exposition nette</b>	<b>749 990</b>	<b>(116 804)</b>	<b>633 186</b>	<b>(2 076)</b>

31.12.2020

	Valeur comptable nette des ECL	Garanties, collatéraux et autres rehaussements de crédit	Exposition maximale au risque de crédit (sans garanties)	Provisions ECL
<i>(en millions d'euros)</i>				
Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat - instruments de dette	94 382	(7 068)	87 535	
Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat - prêts et engagements	15 564		15 561	
Instruments financiers dérivés de couverture	8 817	(3 028)	5 222	
Instruments de dettes à la juste valeur par capitaux propres recyclables	242 346	(153)	242 193	(380)
Titres au coût amorti	75 401		75 402	(81)
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	134 712	(13 753)	117 070	(3)
Prêts et créances à la clientèle au coût amorti	186 855	(91 122)	93 544	(1 451)
<b>Exposition des engagements au bilan nets de dépréciations</b>	<b>758 077</b>	<b>(115 124)</b>	<b>636 527</b>	<b>(1 915)</b>
Engagements de financement	40 432	(5 992)	34 433	(122)
Engagements de garantie donnés	4 974		3 013	(18)
<b>Exposition des engagements hors bilan nets des provisions</b>	<b>45 406</b>	<b>(5 992)</b>	<b>39 414</b>	<b>(140)</b>
<b>Total de l'exposition nette</b>	<b>803 483</b>	<b>(121 116)</b>	<b>682 367</b>	<b>(2 055)</b>

### 2.9.1.3 Exposition aux dettes souveraines

La dette souveraine se définit comme l'ensemble des créances et titres de dette ayant comme contrepartie un pays donné, entendu comme puissance publique et ses démembrements.

L'exposition nette présentée ci-dessous correspond aux montants comptabilisés au bilan (donc y compris les réévaluations de titres comptabilisés à la juste valeur et les éventuelles dépréciations), nettes de garanties.

(en millions d'euros)	30/06/2021				31/12/2020			
	Section Générale	La Banque Postale	SFIL	Total exposition	Section Générale	La Banque Postale	SFIL	Total exposition
Afrique du Sud	25			25	24			24
Allemagne	146	5 245	288	5 679	147	5 400	301	5 848
Autriche	306	2 465	143	2 914	308	2 627	144	3 079
Belgique		12 269	42	12 311		12 280	50	12 330
BEI (Supranational)	224	5 133		5 357	556	5 562		6 118
Brésil		16 940		16 940	38	15 133		15 171
Bulgarie	19			19	19			19
Canada		267		267		269		269
Chili	217			217	204			204
Colombie	106			106	137			137
Croatie	89			89	91			91
Espagne		14 362	340	14 702		13 036	340	13 376
Finlande	26			26	25			25
France	31 178	177 199	11 299	219 676	31 331	225 535	11 021	267 887
Indonésie	212			212	208			208
Italie		8 682	2 107	10 789		9 326	2 286	11 612
Israël	472			472	107			107
Japon	5 659	216		5 875	5 466	539		6 005
Lituanie	40			40	40			40
Luxembourg	714			714				
Mexique	204			204	236			236
Pérou	202			202	145			145
Pays-Bas		304		304		346		346
Pologne	47	385		432	56	391		447
Portugal		1 643	4	1 647		1 450	7	1 457
Corée du Sud	16	64		80	16	158		174
République Tchèque					43			43
Roumanie	232			232	214			214
Royaume-Uni							8	8
Slovénie	56			56	55			55
Suède			16	16			17	17
Togo	19			19				
Venezuela	33			33	32			32
Autres pays		417		417		483		483
<b>TOTAL</b>	<b>40 242</b>	<b>245 591</b>	<b>14 239</b>	<b>300 072</b>	<b>39 498</b>	<b>292 535</b>	<b>14 174</b>	<b>346 207</b>

### 2.9.1.4 Risque de concentration

Chaque filiale financière du groupe gère son risque de concentration selon son cadre de risque, articulé avec les indicateurs de concentration suivis au niveau du groupe, qui sont les suivants :

- Concentration nominale : Le risque de concentration nominale est le risque d'une augmentation du risque de défaillance ou de perte de valeur du portefeuille due à un encours important sur une même contrepartie ou sur plusieurs contreparties d'un même groupe.
- Concentration sectorielle : Le risque de concentration sectorielle correspond à un risque d'augmentation du risque de défaillance ou de perte de valeur du portefeuille, due à une non-diversification sectorielle de celui-ci, en cas d'événement spécifique à un secteur donné et impactant simultanément l'activité de plusieurs contreparties. Ceci peut déclencher plusieurs défaillances ou pertes de valeur sur des contreparties corrélées du fait de leur appartenance ou de la sensibilité de leur activité à un secteur donné.
- Concentration géographique : Le risque de concentration géographique correspond à un risque d'augmentation du risque de défaillance ou de perte de valeur du portefeuille, due à une non-diversification géographique en cas d'événement spécifique à une zone géographique donnée et impactant simultanément l'activité de plusieurs contreparties. Ceci peut déclencher plusieurs défaillances ou pertes de valeur sur des contreparties corrélées du fait de leur appartenance ou de la sensibilité de leur activité à une zone géographique donnée.

Conscient de l'importance du risque de concentration, le Groupe a mis en place des éléments de suivi et de reporting sur les concentrations nominales, sectorielles et géographiques en ventilant notamment les expositions par qualité de crédit (notation financière). Pour encadrer ces risques de concentration, le Groupe a défini des seuils d'alerte et limites pour veiller à garder ses expositions cohérentes et en adéquation avec le montant des fonds propres.

#### Concentration du risque de crédit sur les actifs financiers au coût amorti par notation de crédit et par agent économique

	30.06.2021		
	Actifs comptabilisés au coût amorti		
	Niveau 1 : Pertes attendues à 12 mois	Niveau 2 : Pertes attendues à maturité	Niveau 3 : Pertes attendues à maturité sur actifs douteux
<i>(en millions d'euros)</i>			
AAA	11 417	830	
AA	105 747	400	53
A	54 748	653	75
BBB	28 480	1 197	2
BB	4 613	1 618	4
< B	797	2 276	359
Clientèle de détail	67 715	5 740	1 137
Autres	65 257	3 416	777
<b>Total de la répartition par notation de crédit</b>	<b>338 774</b>	<b>16 130</b>	<b>2 407</b>
Banques centrales			
Administrations publiques	173 463	3 430	476
Établissements de crédit	40 486	81	
Autres entreprises financières	12 169	359	1
Entreprises non financières	39 026	6 504	734
Clientèle de détail	67 715	5 740	1 137
Autres	5 915	16	59
<b>Total de la répartition par agent économique</b>	<b>338 774</b>	<b>16 130</b>	<b>2 407</b>
Dépréciations	(276)	(528)	(776)

	30.06.2021		
	Clientèle de détail		
	Niveau 1 : Pertes attendues à 12 mois	Niveau 2 : Pertes attendues à maturité	Niveau 3 : Pertes attendues à maturité sur actifs douteux
<i>(en millions d'euros)</i>			
PD < 1%	53 941	2 973	
1% < PD < 3%	10 813	869	
3% < PD < 10%	2 558	502	
PD > 10%	403	1 396	
Contrat douteux - contentieux			1 137
<b>Total clientèle de détail</b>	<b>67 715</b>	<b>5 740</b>	<b>1 137</b>

	31.12.2020		
	Actifs comptabilisés au coût amorti		
	Niveau 1 : Pertes attendues à 12 mois	Niveau 2 : Pertes attendues à maturité	Niveau 3 : Pertes attendues à maturité sur actifs douteux
<i>(en millions d'euros)</i>			
AAA	6 121	149	
AA	178 898	1 426	52
A	46 625	1 122	93
BBB	22 111	1 704	56
BB	366	1 382	
< B	663	1 832	444
Clientèle de détail	65 569	6 597	1 165
Autres	55 221	6 074	650
<b>Total de la répartition par notation de crédit</b>	<b>375 574</b>	<b>20 286</b>	<b>2 460</b>
Banques centrales	41 500		
Administrations publiques	173 837	3 652	593
Établissements de crédit	35 851	98	
Autres entreprises financières	16 659	599	15
Entreprises non financières	32 647	7 219	645
Clientèle de détail	65 569	6 597	1 165
Autres	9 511	2 121	42
<b>Total de la répartition par agent économique</b>	<b>375 574</b>	<b>20 286</b>	<b>2 460</b>
Dépréciations	(267)	(522)	(746)

	31.12.2020		
	Clientèle de détail		
	TOTAL		
	Niveau 1 : Pertes attendues à 12 mois	Niveau 2 : Pertes attendues à maturité	Niveau 3 : Pertes attendues à maturité sur actifs douteux
<i>(en millions d'euros)</i>			
PD < 1%	52 212	3 265	
1% < PD < 3%	10 355	1 090	
3% < PD < 10%	2 574	636	
PD > 10%	428	1 606	
Contrat douteux - contentieux			1 165
<b>Total clientèle de détail</b>	<b>65 569</b>	<b>6 597</b>	<b>1 165</b>

**Concentration du risque de crédit sur les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres par notation de crédit et par agent économique**

	30.06.2021		
	Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres		
	Niveau 1 : Pertes attendues à 12 mois	Niveau 2 : Pertes attendues à maturité	Niveau 3 : Pertes attendues à maturité sur actifs douteux
<i>(en millions d'euros)</i>			
AAA	14 247		
AA	117 995		
A	58 397	7	
BBB	48		
BB			
< B			
Autres	45 353	397	
<b>Total de la répartition par notation de crédit</b>	<b>236 040</b>	<b>404</b>	
Banques centrales	2 475		
Administrations publiques	132 224	21	
Établissements de crédit	51 900	7	
Autres entreprises financières	5 750	214	
Entreprises non financières	43 691	162	
<b>Total de la répartition par agent économique</b>	<b>236 040</b>	<b>404</b>	
Dépréciations	(363)	(16)	

31.12.2020

**Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres**

<i>(en millions d'euros)</i>	Niveau 1 : Pertes attendues à 12 mois	Niveau 2 : Pertes attendues à maturité	Niveau 3 : Pertes attendues à maturité sur actifs douteux
AAA	16 346		
AA	123 145		
A	54 895		25
BBB	48		
BB			
< B			
Autres	43 331		612
<b>Total de la répartition par notation de crédit</b>	<b>237 765</b>		<b>637</b>
Banques centrales	2 612		
Administrations publiques	133 550		42
Établissements de crédit	52 338		45
Autres entreprises financières	6 031		
Entreprises non financières	43 234		550
<b>Total de la répartition par agent économique</b>	<b>237 765</b>		<b>637</b>
Dépréciations	(369)		(11)

**Concentration du risque de crédit sur les engagements hors bilan (engagements de financement et de garantie) donnés par notation de crédit et par agent économique**

	30.06.2021		
	Engagements hors bilan donnés		
	Niveau 1 : Pertes attendues à 12 mois	Niveau 2 : Pertes attendues à maturité	Niveau 3 : Pertes attendues crédits douteux
<i>(en millions d'euros)</i>			
AAA	1 336	74	
AA	2 714	179	
A	3 156	64	
BBB	178		
BB			
< B	225	3 411	14
Clientèle de détail	10 989	352	26
Autres	17 810	2 211	7
<b>Total de la répartition par notation de crédit</b>	<b>36 408</b>	<b>6 291</b>	<b>47</b>
Banques centrales	95		
Administrations publiques	6 192	3	14
Établissements de crédit	8 843	25	
Autres entreprises financières	3 182	3 411	
Entreprises non financières	7 061	2 467	7
Clientèle de détail	10 989	352	26
Autres	46	33	
<b>Total de la répartition par agent économique</b>	<b>36 408</b>	<b>6 291</b>	<b>47</b>
Dépréciations	(87)	(18)	(13)

	<b>31.12.2020</b>		
	<b>Engagements hors bilan donnés</b>		
	Niveau 1 : Pertes attendues à 12 mois	Niveau 2 : Pertes attendues à maturité	Niveau 3 : Pertes attendues crédits douteux
<i>(en millions d'euros)</i>			
AAA	674	89	
AA	7 648	92	8
A	5 498	57	
BBB			
BB	11		
< B	148	3 664	15
Clientèle de détail	7 721	423	28
Autres	18 752	518	60
<b>Total de la répartition par notation de crédit</b>	<b>40 452</b>	<b>4 843</b>	<b>111</b>
Banques centrales	82		
Administrations publiques	9 983	4	56
Établissements de crédit	10 884	24	
Autres entreprises financières	1 775	8	
Entreprises non financières	8 025	4 384	27
Clientèle de détail	7 721	423	28
Autres	1 982		
<b>Total de la répartition par agent économique</b>	<b>40 452</b>	<b>4 843</b>	<b>111</b>
Dépréciations	(64)	(60)	(16)

## 2.9.2 Risque de liquidité

### Echéances contractuelles d'éléments d'actif par durée restant à courir

	<b>30.06.2021</b>					
	Moins de 3 mois	De 3 mois à 12 mois	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Total
<i>(en millions d'euros)</i>						
Caisse, banques centrales	89 703					<b>89 703</b>
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	4 200	6 713	23 165	21 995	164 519	<b>220 592</b>
Instruments financiers dérivés de couverture	326	681	823	1 754	3 456	<b>7 040</b>
Actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres recyclables	11 816	31 524	80 036	112 555		<b>235 931</b>
Actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres non recyclables					27 295	<b>27 295</b>
Titres au coût amorti	2 161	10 776	15 276	40 826	2 271	<b>71 310</b>
Prêts et créances au coût amorti	98 018	18 333	55 814	101 097	10 841	<b>284 103</b>
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux - actif					240	<b>240</b>
<b>Éléments d'actif par durée restant à courir</b>	<b>206 224</b>	<b>68 027</b>	<b>175 114</b>	<b>278 227</b>	<b>208 622</b>	<b>936 214</b>

	31.12.2020					Total
	Moins de 3 mois	De 3 mois à 12 mois	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	
<i>(en millions d'euros)</i>						
Caisse, banques centrales	20 518					20 518
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	6 772	6 845	18 617	22 462	157 857	212 553
Instruments financiers dérivés de couverture	35	886	874	1 961	5 061	8 817
Actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres recyclables	6 706	33 074	87 406	115 141	19	242 346
Actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres non recyclables				1	23 805	23 806
Titres au coût amorti	3 258	13 199	16 974	40 615	1 355	75 401
Prêts et créances au coût amorti	139 363	18 729	51 931	100 772	10 772	321 567
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux - actif		4	100	23		127
<b>Éléments d'actif par durée restant à courir</b>	<b>176 652</b>	<b>72 737</b>	<b>175 902</b>	<b>280 975</b>	<b>198 869</b>	<b>905 135</b>

### Echéances contractuelles d'éléments de passif par durée restant à courir

	30.06.2021					Total
	Moins de 3 mois	De 3 mois à 12 mois	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	
<i>(en millions d'euros)</i>						
Banques centrales	2					2
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	51	115	888	2 454	1 242	4 750
Instruments financiers dérivés de couverture	51	280	341	1 211	6 121	8 004
Dettes représentées par un titre	19 709	16 311	39 452	57 950	3 693	137 115
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	35 966	3 317	9 743	7 948	846	57 820
Dettes envers la clientèle	297 210	530	683	12 885	15 621	326 929
Dettes subordonnées	115	17	1 230	8 573	868	10 803
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux - passif					271	271
<b>Éléments de passif par durée restant à courir</b>	<b>353 104</b>	<b>20 570</b>	<b>52 337</b>	<b>91 021</b>	<b>28 662</b>	<b>545 694</b>

	31.12.2020					Total
	Moins de 3 mois	De 3 mois à 12 mois	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	
<i>(en millions d'euros)</i>						
Banques centrales						
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	120	117	729	2 236	1 538	4 740
Instruments financiers dérivés de couverture	365	403	423	465	8 423	10 079
Dettes représentées par un titre	17 467	10 006	32 089	51 472	17 487	128 521
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	32 239	2 211	7 295	2 859	9 634	54 238
Dettes envers la clientèle	284 724	651	607	12 524	12 168	310 674
Dettes subordonnées	95	20	1 346	8 654	210	10 325
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux - passif					23	23
<b>Éléments de passif par durée restant à courir</b>	<b>335 010</b>	<b>13 408</b>	<b>42 489</b>	<b>78 210</b>	<b>49 483</b>	<b>518 600</b>

## Echéances contractuelles des engagements de financement et de garantie donnés

	30.06.2021				Total des engagements donnés
	Moins de 3 mois	De 3 mois à 12 mois	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	
<i>(en millions d'euros)</i>					
Engagements de financement donnés	17 182	6 202	12 299	2 159	37 842
Engagements de garantie donnés	2 155	556	765	1 428	4 904
<b>Total des engagements donnés</b>	<b>19 337</b>	<b>6 758</b>	<b>13 064</b>	<b>3 587</b>	<b>42 746</b>

	31.12.2020				Total des engagements donnés
	Moins de 3 mois	De 3 mois à 12 mois	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	
<i>(en millions d'euros)</i>					
Engagements de financement donnés	18 635	5 762	13 553	2 482	40 432
Engagements de garantie donnés	2 276	1 054	542	1 102	4 974
<b>Total des engagements donnés</b>	<b>20 911</b>	<b>6 816</b>	<b>14 095</b>	<b>3 584</b>	<b>45 406</b>

---

## 2.10 Transactions avec les parties liées

---

Aucune évolution significative dans la nature des transactions avec les parties liées n'est intervenue depuis la clôture de l'exercice 2020.

## 2.11 Informations relatives aux titres mis en équivalence

Ci-dessous sont présentés les données à 100 % avant élimination des comptes et opérations réciproques et dans le format de publication (selon les normes IFRS) des coentreprises significatives.

### 2.11.1 Coentreprises significatives

Les coentreprises significatives sont Bpifrance et Coentreprise de Transport d'Electricité qui représentent 85 % des participations dans les entreprises mises en équivalence.

#### 2.11.1.1 Informations financières résumées

##### 2.11.1.1.1 Bpifrance

	30.06.2021	31.12.2020
Pourcentage de contrôle et d'intérêts détenu par l'entité	49,29%	49,29%
Nature de la relation	Partenariat de financement et d'investissement pour les entreprises	Partenariat de financement et d'investissement pour les entreprises
Dividendes reçus	0	0

#### Réconciliation des informations financières avec la valeur comptable de mise en équivalence - Bpifrance

(en millions d'euros)	30.06.2021	31.12.2020
Capitaux propres part du groupe	27 097	24 061
Retraitements (écarts d'évaluation)	319	319
Capitaux propres au pourcentage d'intérêt Caisse des Dépôts	13 513	12 017
<b>Valeur de mise en équivalence - Bilan Groupe Caisse des Dépôts</b>	<b>13 513</b>	<b>12 017</b>

##### 2.11.1.1.2 Coentreprise de Transport d'Electricité

	30.06.2021	31.12.2020
Pourcentage de contrôle et d'intérêts détenu par l'entité	29,90%	29,90%
Nature de la relation	Participation stratégique	Participation stratégique
Dividendes reçus	78 M€	110 M€

#### Réconciliation des informations financières avec la valeur comptable de mise en équivalence - Coentreprise de Transport d'Electricité

(en millions d'euros)	30.06.2021	31.12.2020
Capitaux propres part du groupe	2 883	2 750
Retraitements (principalement allocation du prix d'acquisition)	3 104	3 099
Capitaux propres au pourcentage d'intérêt Caisse des Dépôts	1 790	1 749
<b>Valeur de mise en équivalence - Bilan Groupe Caisse des Dépôts</b>	<b>1 790</b>	<b>1 749</b>

## 2.12 Périmètre de consolidation du groupe Caisse des Dépôts

Au 30 juin 2021, le groupe Caisse des Dépôts consolide dans ses comptes 1 865 sociétés. Les principales sociétés sont indiquées ci-dessous :

GROUPES / SOCIÉTÉS	30.06.2021			31.12.2020		
	Méthode	% Intégration	% Intérêt	Méthode	% Intégration	% Intérêt
<b>PÔLE CAISSE DES DEPOTS</b>						
<b>CAISSE DES DEPOTS</b>						
CDC (SECTION GENERALE) <i>Siège social : 56, rue de Lille - 75356 Paris 07 SP</i>	LOB	100,00	100,00	LOB	100,00	100,00
SCET <i>Siège social : 52 rue Jacques Hillairet - 75612 Paris Cedex 12</i>	LOB	100,00	100,00	LOB	100,00	100,00
<b>GROUPE CDC Habitat (6 sociétés)</b>						
CDC Habitat <i>Siège social : 100, avenue de France - 75013 Paris</i>	LOB	100,00	100,00	LOB	100,00	100,00
<b>AUTRES ENTITES DU PÔLE CAISSE DES DEPOTS (48 sociétés)</b>						
INFORMATIQUE CDC	LOB	100,00	99,95	LOB	100,00	99,95
CDC CROISSANCE	LOB	100,00	100,00	LOB	100,00	100,00
CDC PME CROISSANCE	EQUI Co-Ent	53,29	53,29	EQUI Co-Ent	53,29	53,29
CDC TECH CROISSANCE	EQUI Co-Ent	36,65	36,65	EQUI Co-Ent	35,66	35,66
CDC EURO CROISSANCE	EQUI Co-Ent	50,01	50,01	EQUI Co-Ent	50,01	50,01
CDC CROISSANCE DURABLE	EQUI Co-Ent	50,05	50,05	EQUI Co-Ent	50,05	50,05
CDC INVESTISSEMENT IMMOBILIER	LOB	100,00	100,00	LOB	100,00	100,00
CDC INVESTISSEMENT IMMOBILIER INTERNE	LOB	100,00	100,00	LOB	100,00	100,00
ACEP INV 3	LOB	100,00	100,00	LOB	100,00	100,00
DOCKS V2	EQUI Co-Ent	50,00	50,00	EQUI Co-Ent	50,00	50,00
DOCKS V3	EQUI Co-Ent	50,00	50,00	EQUI Co-Ent	50,00	50,00
FONCIERE FRANKLIN	LOB	100,00	100,00	LOB	100,00	100,00
GPI REUILLY	LOB	100,00	99,90	LOB	100,00	99,90
GPI RUE PETIT	LOB	100,00	100,00	LOB	100,00	100,00
GPIInvest 5	LOB	100,00	100,00	LOB	100,00	100,00
GPIInvest 8	LOB	100,00	100,00			
GPIInvest 9	LOB	100,00	100,00			
GPIINVEST PB10	LOB	100,00	100,00	LOB	100,00	100,00
GPIInvest 7	EQUI Co-Ent	50,00	50,00			
LE MARQUIS	EQUI Ent Ass	40,00	40,00	EQUI Ent Ass	40,00	40,00
PBEM - PARIS BATIGNOLLES EMERGENCE	LOB	100,00	99,90	LOB	100,00	99,90
PRD Montparnasse 1	EQUI Co-Ent	50,00	50,00	EQUI Co-Ent	50,00	50,00
PRD Montparnasse 2	EQUI Co-Ent	50,00	50,00	EQUI Co-Ent	50,00	50,00
PRD Montparnasse 3	EQUI Co-Ent	50,00	50,00	EQUI Co-Ent	50,00	50,00
SAS CHATEAUDUN	LOB	100,00	100,00	LOB	100,00	100,00
SAS DEFENSE C3B	EQUI Ent Ass	25,00	25,00	EQUI Ent Ass	25,00	25,00
SAS LA NEF LUMIERE	LOB	100,00	87,50	LOB	100,00	87,50
SAS LAFAYETTE	LOB	100,00	100,00	LOB	100,00	100,00
SAS PARIS NORD EST	LOB	100,00	79,00	LOB	100,00	79,00
SAS PRINTEMPS LA VALETTE II	EQUI Co-Ent	50,00	50,00	EQUI Co-Ent	50,00	50,00
SAS RICHELIEU VIVIANNE *	LOB	100,00	50,00	LOB	100,00	50,00
SCI 182 RUE DE RIVOLI	LOB	100,00	99,00	LOB	100,00	99,00
SCI 43 45 RUE DE COURCELLES	LOB	100,00	99,00	LOB	100,00	99,00
SCI ALPHA PARK	EQUI Co-Ent	50,00	50,00	EQUI Co-Ent	50,00	50,00
SCI BATIGNOLLES LOT 09	EQUI Co-Ent	50,00	50,00	EQUI Co-Ent	50,00	50,00
SCI BAUDELIQUE	LOB	100,00	99,66	LOB	100,00	99,66
SCI BOULOGNE ILOT V	LOB	100,00	99,00	LOB	100,00	99,00
SCI CUVIER MONTREUIL II	LOB	100,00	100,00	LOB	100,00	100,00
SCI EVI-DANCE	EQUI Co-Ent	50,00	50,00	EQUI Co-Ent	50,00	50,00
SCI FARMAN *	LOB	100,00	50,00	LOB	100,00	50,00
SCI INNOVATIS II	LOB	100,00	100,00	LOB	100,00	100,00
SCI MMV 2013	LOB	100,00	100,00	LOB	100,00	100,00
SCI PB10	EQUI Co-Ent	50,00	50,00	EQUI Co-Ent	50,00	50,00
SCI PRINTEMPS LA VALETTE	EQUI Co-Ent	50,00	50,00	EQUI Co-Ent	50,00	50,00
SCI SARIHV	LOB	100,00	100,00	LOB	100,00	100,00
SCI SILOGI	LOB	100,00	99,00	LOB	100,00	99,00
SCI TOUR MERLE	EQUI Co-Ent	50,00	50,00	EQUI Co-Ent	50,00	50,00
TONUS TERRITOIRES	LOB	100,00	100,00	LOB	100,00	100,00
<b>GROUPE ANATOL INVEST (6 sociétés)</b>						
ANATOL INVEST HOLDING FRANCE <i>Siège social : 56, rue de Lille - 75007 Paris</i>	LOB	100,00	100,00	LOB	100,00	100,00
ANATOL INVEST HOLDING BV (Pays-Bas)	LOB	100,00	100,00	LOB	100,00	100,00
PBW REAL ESTATE FUND (Pays-Bas)	LOB	100,00	100,00	LOB	100,00	100,00

<b>GROUPE BPIFRANCE</b>						
<b>GROUPE BPIFRANCE (55 sociétés)</b>						
BPIFRANCE Siège social : 27-31, avenue du Général Leclerc - 94710 Maisons-Alfort Cedex	EQUI Co-Ent	49,29	49,29	EQUI Co-Ent	49,29	49,29
<b>GROUPE LA POSTE</b>						
<b>GROUPE LA POSTE (489 sociétés)</b>						
LA POSTE Siège social : 9, rue du Colonel Pierre Avia - 75015 Paris	GLOB	100,00	66,00	GLOB	100,00	66,00
LA BANQUE POSTALE Siège social : 115, rue de Sèvres - 75275 Paris Cedex 06	GLOB	100,00	66,00	GLOB	100,00	66,00
CNP ASSURANCES Siège social : 4, place Raoul Dautry - 75716 Paris Cedex 15	GLOB	100,00	41,48	GLOB	100,00	41,48
<b>PÔLE GESTION DES PARTICIPATIONS STRATEGIQUES</b>						
<b>Immobilier &amp; Tourisme</b>						
<b>GROUPE ICADE (414 sociétés)</b>						
ICADE Siège social : 27, rue Camille Desmoulins - CS 10166 92445 Issy les Moulineaux Cedex	GLOB	100,00	39,59	GLOB	100,00	39,44
<b>GROUPE COMPAGNIE DES ALPES (53 sociétés)</b>						
COMPAGNIE DES ALPES Siège social : 50-52, boulevard Haussmann - 75009 Paris	GLOB	100,00	39,98	GLOB	100,00	39,28
<b>Groupe SFIL</b>						
<b>GROUPE SFIL (2 sociétés)</b>						
SFIL Siège social : 1-3 rue du Passeur de Boulogne - 92130 Issy-les-Moulineaux	GLOB	100,00	100,00	GLOB	100,00	100,00
<b>Infrastructure &amp; Transport</b>						
<b>GROUPE EGIS (170 sociétés)</b>						
EGIS Siège social : 11, avenue du Centre - CS 30530 - Saint-Quentin-en-Yvelines 78286 Guyancourt Cedex	GLOB	100,00	76,41	GLOB	100,00	76,41
<b>GROUPE TRANSDEV (601 sociétés)</b>						
TRANSDEV GROUP Siège social : 3 allée de Grenelle 92130 Issy-les-Moulineaux	GLOB	100,00	66,00	GLOB	100,00	66,00
<b>GROUPE COENTREPRISE DE TRANSPORT D'ELECTRICITE (11 sociétés)</b>						
COENTREPRISE DE TRANSPORT D'ELECTRICITE Siège social : 69-71 rue de Miromesnil - 75008 Paris	EQUI Co-Ent	29,90	29,90	EQUI Co-Ent	29,90	29,90
<b>AUTRES ENTITES (8 sociétés)</b>						
ADL PARTICIPATIONS	EQUI Ent Ass	24,50	24,50	EQUI Ent Ass	24,50	24,50
COMPAGNIE NATIONALE DU RHONE	EQUI Ent Ass	33,20	33,20	EQUI Ent Ass	33,20	33,20
Terres d'Énergie	EQUI Ent Ass	40,54	40,54	EQUI Ent Ass	40,54	40,54
CNR Solaire 10	EQUI Co-Ent	80,00	80,00	EQUI Co-Ent	80,00	80,00
VERDUN PARTICIPATIONS 1	EQUI Ent Ass	49,00	49,00	EQUI Ent Ass	49,00	49,00
HOLDING INFRASTRUCTURES GAZIERES - GRT GAZ *	GLOB	100,00	33,46	GLOB	100,00	33,46
PREDICA ENERGIES DURABLES	EQUI Ent Ass	22,00	22,00			
STOA	GLOB	100,00	83,33	GLOB	100,00	83,33

Méthodes de consolidation : GLOB : Intégration globale. EQUI Co-Ent : Mise en équivalence de coentreprise. EQUI Ent Ass : Mise en équivalence d'entreprise associée.

\* Co-détention CNP Assurances

**CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR  
L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE**

**Période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 30 juin 2021**

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
63, rue de Villiers  
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

**Mazars**  
61, rue Henri Regnault  
92400 Courbevoie

## **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE**

**Période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 30 juin 2021**

Aux membres de la Commission de surveillance  
**CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**  
56, rue de Lille  
75007 Paris

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée et en réponse à votre demande, nous avons procédé à :

- un examen limité des comptes semestriels consolidés résumés du groupe Caisse des dépôts et consignations relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 30 juin 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directeur Général. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### **I. Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

### *Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle*

Période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 30 juin 2021 – Page 2

---

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers, et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

## **II. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 11 octobre 2021

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Mazars

Pierre Clavié

Philippe Vogt

Gilles Magnan

Jean Latorzeff